

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LE JEUDI

Matahiti 145
N° 52

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 26
no Titema 1996

IMPRIMERIE OFFICIELLE — Tél. : 42.50.67 - Télécopieur (Fax) : 42.52.61 - B.P. 117 PAPEETE

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Pages

- Décision n° 96-13 TG du 6 décembre 1996 portant modification de la décision n° 96-5 TG du 16 août 1996 désignant dans la subdivision administrative des Îles Tuamotu-Gambier les délégués de l'administration au sein de la commission administrative chargée, pour chaque bureau de vote, de dresser la liste électorale pour l'année 1997 2268
- Arrêté n° 1049 CAB/MIL du 6 décembre 1996 portant composition et appel de la fraction de contingent 97/02 2268

EXTRAITS

- Arrêté n° 1043 CAB/DPC du 4 décembre 1996 fixant les résultats de l'examen pour un certificat de formation aux activités de premiers secours routiers, le 26 novembre 1996, à la mairie de Fare (Huahine) 2269

ACTES PRIS CONJOINTEMENT

CONVENTIONS ETAT-POLYNESIE FRANÇAISE

- Convention n° 91-96 du 11 décembre 1996 relative aux relations entre l'Etat et la Polynésie française en matière de jeunes et de sports 2269

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Délibération n° 96-167 APF du 19 décembre 1996 modifiant la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 portant statut général de la fonction publique du territoire de la Polynésie française 2271
- Délibération n° 96-168 APF du 19 décembre 1996 complétant la délibération n° 96-114 APF du 21 novembre 1996 modifiant la délibération n° 85-1013 AT du 7 février 1985 portant création d'un établissement public dénommé Etablissement d'achats groupés (ETAG) 2272
- Délibération n° 96-169 APF du 19 décembre 1996 portant modification de l'article 2 de la délibération n° 94-19 AT du 10 mars 1994 portant institution du conseil d'administration du régime des non-salariés 2273
- Délibération n° 96-170 APF du 19 décembre 1996 modifiant la délibération n° 96-102 APF du 8 août 1996 relative aux conditions d'admission au régime de solidarité territorial 2273

Délibération n° 96-171 APF du 19 décembre 1996 fixant le régime d'indemnisation des heures supplémentaires susceptibles d'être accordées aux agents de la fonction publique territoriale de la Polynésie française travaillant dans les structures de la santé et dans les établissements publics hospitaliers	2274
Délibération n° 96-172 APF du 19 décembre 1996 fixant le régime du travail dans le cadre des astreintes à domicile dans les établissements publics hospitaliers	2274
Délibérations n° 96-173 et n° 96-174 APF du 19 décembre 1996 fixant les modalités d'organisation et d'indemnisation des astreintes et des gardes des médecins dans les structures de la direction de la santé	2275
Délibération n° 96-175 et n° 96-176 APF du 19 décembre 1996 fixant le régime du travail par tableaux de service dans les structures de la direction de la santé et dans les établissements publics hospitaliers	2278
Délibération n° 96-177 APF du 19 décembre 1996 relative aux agents publics occupant des emplois fonctionnels ou rémunérés par rapport à la grille des emplois fonctionnels	2279
Délibération n° 96-178 APF du 19 décembre 1996 portant avis de l'assemblée de la Polynésie française sur un projet de décret fixant pour l'année 1996 la quote-part des ressources du budget du territoire de la Polynésie française destinée à alimenter le Fonds intercommunal de péréquation	2280

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêtés n° 1368 et n° 1369 CM du 13 décembre 1996 mettant fin aux fonctions du directeur des enseignements secondaires (pour régularisation) et portant nomination dudit directeur	2281
Arrêtés n° 1370 à n° 1372 CM du 13 décembre 1996 fixant les conditions sanitaires auxquelles doivent satisfaire les animaux importés des espèces bovine, ovine et caprine	2282
Arrêtés n° 1373 à n° 1375 CM du 13 décembre 1996 fixant les prix de vente de la farine de froment panifiable conditionnée en sacs de 50 kg, du riz conditionné en sachets de 1 kg et des sucres importés par voie d'appel d'offres en Polynésie française. (Extraits)	2284
Arrêtés n° 1380 et n° 1381 CM du 16 décembre 1996 accordant des dérogations au règlement d'urbanisme de l'agglomération de Papeete, Pirae et Arue pour les projets de construction de murs de clôture en bordure des voies à Pirae (parcelle cadastrée n° 304, section C) par Mlle Annick Debouille, et de réalisation d'un centre d'orthopédie dentofaciale sis rue Tepano-Jaussen à Papeete par Mme Titaua Richecœur	2285

EXTRAITS

Arrêtés n° 1353 à n° 1356 CM du 12 décembre 1996 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 10, n° 11, n° 13 et n° 15-96 CTRDP du 19 novembre 1996 du conseil d'administration du C.T.R.D.P. : - portant adoption du compte financier pour l'exercice 1995 du C.T.R.D.P. ; - portant affectation des résultats de l'exercice 1995 ; - portant fixation des tarifs de vente et prestations de services ; - fixant le montant de l'indemnité de sujétion pour l'année civile 1997 du directeur de l'établissement	2287
Arrêtés n° 1358 et n° 1359 CM du 12 décembre 1996 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 2 et n° 3-96 du 9 avril 1996 du conseil de l'établissement adoptant le compte financier 1995 et portant affectation des résultats de la section de fonctionnement de l'exercice 1995 du collège de Faa'a	2287
Arrêtés n° 1361 et n° 1362 CM du 12 décembre 1996 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° B2B et n° B2C du 28 mai 1996 du conseil d'établissement adoptant le compte financier 1995 et portant affectation des résultats de la section de fonctionnement de l'exercice 1995 du lycée professionnel de Mahina	2288
Arrêtés n° 1364 et n° 1365 CM du 12 décembre 1996 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 2 et n° 3-96 du 24 avril 1996 du conseil d'établissement adoptant le compte financier 1995 et portant affectation des résultats de la section de fonctionnement de l'exercice 1995 du lycée de Uturoa	2288
Arrêté n° 1367 CM du 12 décembre 1996 portant rectificatif à l'arrêté n° 1274 CM du 26 novembre 1996 portant annulation des reliquats d'autorisations de programme sur les opérations d'investissements terminées	2288
Arrêté n° 1376 CM du 13 décembre 1996 portant relèvement du salaire horaire minimum interprofessionnel garanti (S.M.I.G.) au 1er janvier 1997	2288
Arrêté n° 1377 CM du 16 décembre 1996 nommant les membres et certains délégués du Groupement Interprofessionnel du monoï de Tahiti	2288
Arrêté n° 1378 CM du 16 décembre 1996 approuvant le versement d'une avance en compte courant au G.I.E. Institut des énergies renouvelables pour le Pacifique Sud	2288

Arrêté n° 1379 CM du 16 décembre 1996 habilitant le Président du gouvernement à signer une convention relative à la réalisation d'un bilan de dix années d'installations solaires en Polynésie française	2288
Arrêté n° 1384 CM du 17 décembre 1996 portant nomination du vice-président du conseil d'administration de l'Institut territorial de la consommation	2288
Arrêtés n° 1385 à n° 1387 CM du 17 décembre 1996 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 3 à n° 5-96 ITC du 3 décembre 1996 : - relative à l'approbation du compte financier et à l'affectation du résultat de l'exercice 1995 ; - relative au budget modificatif n° 1 de l'exercice 1996 ; - fixant le montant de l'indemnité mensuelle de sujétion du directeur de l'Institut territorial de la consommation	2288
Arrêté n° 1389 CM du 17 décembre 1996 renvoyant en seconde lecture la délibération n° 14-96 CTRDP du conseil d'administration du C.T.R.D.P. du 19 novembre 1996 habilitant le directeur de l'établissement à fixer les tarifs de cession	2288
Arrêté n° 1390 CM du 17 décembre 1996 modifiant l'article 3 de l'arrêté n° 1069 CM du 7 octobre 1996 autorisant la prise à bail par la Polynésie française des locaux à usage de bureaux de l'immeuble de la société Etablissement Donald Tahiti, à Papeete	2289
Arrêté n° 1391 CM du 17 décembre 1996 autorisant le renouvellement de la concession temporaire d'un emplacement du domaine public maritime sis à Teavaro, commune de Moorea-Malao, au profit de M. Enrique Braun-Ortega (régularisation)	2289
Arrêté n° 1392 CM du 17 décembre 1996 autorisant le renouvellement de la concession temporaire d'un emplacement du domaine public maritime remblayé sis à Nunue, commune de Bora Bora, au profit de M. Terivaea dit Tutu Vahapata	2289
Arrêté n° 1393 CM du 17 décembre 1996 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 13-96 prise par le conseil d'administration du Centre hospitalier territorial	2289
Arrêté n° 1394 CM du 17 décembre 1997 portant modification de l'arrêté n° 1387 CM du 30 décembre 1994 relatif à la nomination des membres du conseil d'administration de l'Institut territorial de la consommation	2289
Arrêté n° 1399 CM du 19 décembre 1996 portant approbation d'une délibération à caractère budgétaire du conseil d'administration de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono	2289

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

Ministère des finances et des réformes administratives

Arrêté n° 7584 MFR du 29 novembre 1996 portant délégation de signature du ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès, à M. Maurice Valax, directeur régional, chef du service des douanes ..	2290
---	------

EXTRAITS

Arrêté n° 8075 MFR du 17 décembre 1996 accordant un congé de vingt-quatre jours à Me Alexandre Cormier et portant nomination de M. Julien Chan en qualité d'intérimaire	2290
Arrêté n° 8076 MFR du 17 décembre 1996 autorisant l'organisation d'une tombola au profit de la Fédération des œuvres laïques (F.O.L.) représentée par son président M. Benjamin Atger	2291
Arrêté n° 8077 MFR du 17 décembre 1996 portant modification de la nomenclature des comptes du territoire	2291

Ministère du logement, de l'aménagement du territoire et des terres domaniales, de l'urbanisme et des affaires foncières

EXTRAITS

Arrêté n° 8035 MLA du 17 décembre 1996 - Avenant à l'arrêté n° 6310 MAE du 8 décembre 1994 autorisant l'Office territorial de l'habitat social (O.T.H.S.) à réaliser le lotissement Atima "zone d'habitat social" à Mahina	2295
--	------

Ministère de l'économie, du plan et de la prévision économique, des entreprises et de l'énergie

EXTRAITS

- Arrêté n° 1217 PR du 13 décembre 1996 portant nomination des membres de la commission d'implantation des grandes surfaces commerciales 2295

Ministère de l'éducation et de la formation supérieure et technique

EXTRAITS

- Arrêté n° 7967 MED du 12 décembre 1996 portant attribution, renouvellement, transformation et suppression de bourses aux élèves de l'enseignement public et privé du territoire pour l'année scolaire 1996-1997 2295
- Arrêté n° 8034 MED du 17 décembre 1996 rendant exécutoire la délibération n° 2-96 du 28 novembre 1996 du conseil d'administration de l'école normale mixte de Polynésie française portant adoption du budget de l'exercice 1997 . 2295
- Arrêtés n° 8052 et n° 8053 MED du 17 décembre 1996 fixant les listes des représentants des personnels habilités à siéger aux commissions consultatives paritaires des personnels titulaires et non titulaire. 2295

Ministère de la santé et de la recherche

EXTRAITS

- Arrêté n° 7983 MSR du 13 décembre 1996 fixant la liste des candidats déclarés admis au diplôme d'Etat d'infirmier/ère, session de novembre 1996. 2296

Ministère de l'équipement

EXTRAITS

- Arrêté n° 8016 MEQ du 16 décembre 1996 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations au titre d'indemnité d'expropriation des parcelles de terrains nécessaires à la construction de l'aérodrome de Takapoto 2296

Ministère des transports

EXTRAITS

- Arrêtés n° 7965 et n° 7966 MTR du 12 décembre 1996 autorisant respectivement MM. Albert Solia et Christian Sachet à occuper le domaine public aéroportuaire de Nuku A Taha dans le cadre de la construction d'une maison d'habitation avec bureau pour une représentation commerciale et à des fins d'habitation et de culture 2296
- Arrêtés n° 8013 et n° 8014 MTR du 16 décembre 1996 autorisant respectivement MM. Teore Richard et Martin Kimitete à occuper le domaine public aéroportuaire de Nuku A Taha à des fins d'habitation et de cultures et dans le cadre de l'exploitation d'un curios. 2297
- Arrêté n° 8071 MTR du 17 décembre 1996 autorisant le navire Aremiti 2 à effectuer un ramassage scolaire aux Tuamotu . 2297

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

- Décision ministérielle n° 550 DEF/CGA du 15 novembre 1996 nommant l'inspecteur du travail dans les armées en Polynésie française. 2297

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

- Institut de la statistique.— Indice des prix de détail à la consommation familiale pour le mois de novembre 1996. 2298
- Service du cadastre.— Avis du 21 novembre 1996 portant à la connaissance du public que les sections AO, AP et AR, commune de Mataiea, sont soumises à la conservation cadastrale 2298

Service de l'urbanisme.— 1°) Avis officiel n° L/96-21 AU du 12 décembre 1996 concernant une demande d'autorisation de lotir en extension du lotissement Temae pour 15 lots à Teavaro, commune de Moorea-Maiao, à proximité de l'aérodrome	2298
2°) Certificat de conformité n° 1761 MLA du 17 décembre 1996 concernant la réalisation par l'O.T.H.S. du lotissement social du domaine Atima à Mahina	2298
3°) Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles Marquises pour le mois de novembre 1996	2298
Service des affaires administratives.— Enquêtes publiques :	
- M. Gérard Piolat, pour le restaurant "Tropical Iceberg-Le Dauphin", à Haapiti, Moorea-Maiao	2299
- M. Gilles Rouxel, pour le restaurant "Apetahi", à Pirae, Tahiti	2300
- M. Bernard Procureur, pour le restaurant "Le Pêcheur", à Maharepa, Moorea-Maiao	2300

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales	2300
Annonces diverses	2302



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

DECISION n° 96-13 TG du 6 décembre 1996 portant modification de la décision n° 96-5 TG du 16 août 1996 désignant dans la subdivision administrative des îles Tuamotu-Gambier les délégués de l'administration au sein de la commission administrative chargée, pour chaque bureau de vote, de dresser la liste électorale pour l'année 1997.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le code électoral et notamment l'article L 17 ;

Vu la circulaire n° 69-352 du 31 juillet 1969 mise à jour le 1er septembre 1994, relative à la révision et à la tenue des listes électorales ;

Vu l'arrêté n° 940 DRCL du 30 août 1995 portant constitution des bureaux de vote de la Polynésie française pour la période du 1er mars 1996 au 28 février 1997 ;

Vu l'arrêté n° 250 DAF/PERS du 8 juillet 1996 portant délégation de signature au chef de la subdivision administrative des Tuamotu-Gambier ;

Vu la décision n° 96-5 TG du 16 août 1996 portant désignation dans la subdivision administrative des îles Tuamotu-Gambier des délégués de l'administration au sein de la commission administrative chargée, pour chaque bureau de vote, de dresser la liste électorale pour l'année 1997 ;

Considérant que certaines personnes précédemment désignées ne pourront assurer leurs fonctions et qu'il convient dès lors de procéder à leur remplacement,

Décide :

Article 1er.— La liste des délégués de l'administration siégeant au sein des commissions administratives chargées, pour chaque bureau de vote de la subdivision des îles Tuamotu-Gambier, de dresser la liste électorale pour l'année 1997, est modifiée comme suit :

Commune de Hao

Bureau de vote de Hao :
Au lieu de : - M. Putoa Jean-Noël ;
Lire : - M. Ruahe Marcel.

Commune de Hikueru

Bureau de vote de Hikueru :
Au lieu de : - M. Voisin André ;
Lire : - M. Tuhoé Gilles.

Commune de Napuka

Bureau de vote de Tepoto :
Au lieu de : - Mlle Taumihau Danièle ;
Lire : - M. Houariki Gérard Taimanu.

Art. 2.— Les délégués de l'administration désignés auprès des bureaux de vote de Hao et Hikueru sont en outre délégués de l'administration au sein de la commission administrative chargée de dresser, pour chacune des communes susvisées, la liste générale des électeurs.

Fait à Papeete, le 6 décembre 1996.

Pour le haut-commissaire,

par délégation :

*Le chef de la subdivision administrative
des îles Tuamotu-Gambier par intérim,
Jean MAURO.*

ARRETE n° 1049 CAB/MIL du 6 décembre 1996 portant composition et appel de la fraction de contingent 97/02.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code du service national ;

Sur proposition du vice-amiral, commandant supérieur des forces armées de la Polynésie française, commandant des forces maritimes et de la zone maritime du Pacifique,

Arrête :

Article 1er.— La fraction de contingent 97/02 comprendra les jeunes gens reconnus aptes au service national :

- dont l'appel avec une fraction de contingent antérieure a été, pour des motifs divers, annulé et fixé à l'échéance du 20 janvier 1997 ;
- volontaires pour être appelés le 20 janvier 1997 et qui, à cet effet, ont, avant le 20 octobre 1996, déposé une demande d'appel avancé ou fait parvenir leur résiliation de report d'incorporation au Centre du service national ;
- dont les reports d'incorporation arriveront à échéance avant le 20 janvier 1997 ;
- non titulaires d'un report d'incorporation, nés entre le 1er janvier 1977 et le 31 janvier 1977, ces dates incluses ;
- omis et naturalisés recensés avec la classe 1997.

Art. 2.— Les jeunes gens destinés aux armées de terre, de mer et de l'air seront incorporés à partir du 20 janvier 1997. Leurs services prendront effet à compter du 20 janvier 1997.

Art. 3.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 décembre 1996.
Pour le haut-commissaire,
par délégation :
Le directeur de cabinet,
Thierry HEGAY.

Par arrêté n° 1043 CAB/DPC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 4 décembre 1996.— Sont admis à l'examen du certificat de formation aux activités de premiers secours routiers, qui s'est déroulé le 26 novembre 1996, à la mairie de Fare (Huahine), les candidats dont les noms suivent :

Mme Tetuaira Moea, admise, MM. Chong Jean-Marc, admis, Faahu Alfred, admis, Lemaire Nils Serge, admis, Tapao Guy, admis, Tapare Emile, admis, Tefaataumarama Hubert, admis, Teihotaata Roméo, admis, Mai Alphonse, recyclé.

ACTES PRIS CONJOINTEMENT

CONVENTIONS ETAT-POLYNESIE FRANÇAISE

CONVENTION n° 91-96 du 11 décembre 1996 relative aux relations entre l'Etat et la Polynésie française en matière de jeunesse et de sports.

ENTRE :

— l'Etat, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

ET :

— le gouvernement de la Polynésie française, représenté par son Président,

Vu la loi n° 94-99 du 5 février 1994 d'orientation pour le développement économique, social et culturel de la Polynésie française ;

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er.— La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son concours à l'exercice des compétences dévolues à la Polynésie française, dans le domaine de la jeunesse et des sports conformément aux dispositions de la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 et par référence aux objectifs de développement prévus par la loi d'orientation du 5 février 1994.

TITRE I - Dispositions générales

Art. 2.— Le ministère de la jeunesse et des sports apporte son concours à la Polynésie française pour la réalisation des objectifs énumérés ci-après :

Au titre de la jeunesse et de la vie associative :

- favoriser l'initiative et l'insertion des jeunes ;
- développer les actions de prévention et de lutte contre les toxicomanies ;
- aménager les rythmes de vie de l'enfant ;
- développer les actions en faveur des vacances et loisirs des jeunes ;
- informer les jeunes.

Au titre du sport :

- développer l'animation sportive pour tous et notamment en faveur des jeunes en difficulté et des jeunes des archipels, y compris dans le domaine de la prévention médicale ;
- réaliser les expertises des équipements de proximité ;
- favoriser les relations entre les fédérations françaises et tahitiennes ;
- faciliter les actions de la médecine sportive et de la lutte antidopage ;
- créer les conditions favorables au développement de l'ensemble des activités physiques et sportives.

Au titre de la formation :

- mettre en œuvre les formations et examens conduisant à la délivrance d'un diplôme d'Etat ;
- participer à la formation initiale et continue des cadres et responsables sportifs et de jeunesse bénévoles ou professionnels œuvrant dans le domaine de la jeunesse et des sports ;
- mettre en œuvre, dans le respect des compétences et particularités de la Polynésie française, les dispositifs nationaux visant à la création d'emplois, dans les secteurs sportifs et socio-éducatifs.

En tant que de besoin, des conventions particulières pourront préciser les modalités de réalisation des objectifs précités et notamment définir les contributions financières respectives de l'Etat et de la Polynésie française, et participer à la mise en place des formations qualifiantes adaptées au contexte local.

Art. 3.— A la demande du Président du gouvernement, l'Etat pourra contribuer à ces actions de formation, de recherche, d'entraînement, d'évaluation ou d'expérimentation, par l'envoi de missions ponctuelles d'experts et de formateurs.

Art. 4.— L'Etat et le gouvernement de la Polynésie française invitent leurs mouvements sportifs respectifs à établir des relations privilégiées et à les contractualiser dans le cadre de conventions bilatérales entre fédérations françaises et fédérations tahitiennes.

Ces conventions pourront notamment prévoir la reconnaissance mutuelle de qualifications fédérales, les avantages réciproques consentis aux licenciés, les modalités de collaboration technique et financière, la représentation aux jurys des examens du brevet d'Etat d'éducateur sportif des fédérations françaises par leurs homologues tahitiennes.

TITRE II - Les formations jeunesse et sports conduisant à la délivrance d'un diplôme d'Etat

Art. 5.— Les formations conduisant à la délivrance de diplômes d'Etat sont mises en œuvre par le service de la jeunesse et des sports dans le respect de la réglementation nationale spécifique à chaque diplôme.

Art. 6.— Les diplômes d'Etat de jeunesse et de sports sont délivrés par le haut-commissaire qui désigne le président et les membres du jury.

Les diplômes seront contresignés par le Président du gouvernement.

TITRE III - De la mise à disposition des agents de l'Etat

Art. 7.— A la demande du Président du gouvernement, l'Etat met à la disposition de la Polynésie française, un fonctionnaire ayant vocation à occuper un emploi de directeur départemental de la jeunesse, des sports et des loisirs aux fins d'exercer, après agrément du Président du gouvernement, les fonctions de chef du service de la jeunesse et des sports. A cet effet, le ministère de la jeunesse et des sports recueille l'avis de la Polynésie française sur une liste de quatre noms de candidats.

Par ailleurs, l'Etat met à la disposition de la Polynésie française, en référence à des profils qu'elle définit en tant que de besoin, quatre postes de fonctionnaires de catégorie A. Ces agents sont affectés auprès du haut-commissaire de la République pour être mis à la disposition de la Polynésie française aux fins d'exercer leurs fonctions au service de la jeunesse et des sports sous l'autorité du chef de ce service.

Art. 8.— Le Président du gouvernement détermine les conditions de travail des agents mis à sa disposition dans le respect de leur statut. Ces agents peuvent être amenés, après que la demande en soit faite auprès des autorités compétentes de la Polynésie française, à fournir au haut-commissaire de la République des avis et des analyses techniques.

Art. 9.— La période de mise à disposition couvre le temps de séjour des agents et la durée du congé faisant suite à ce séjour dans les conditions de la réglementation en vigueur.

A l'expiration de cette période, les agents se trouvent d'office remis à la disposition de l'Etat. Dans le cas où le gouvernement désire utiliser pour une nouvelle période de mise à disposition les services d'un agent, le Président du gouvernement en adresse la demande accompagnée de l'accord écrit de l'agent, au haut-commissaire au plus tard neuf mois avant le départ de l'intéressé de la Polynésie française.

Il peut être mis fin avant terme à la mise à disposition sur demande de l'agent, du Président du gouvernement, ou de l'Etat, sous réserve d'un préavis de trois mois.

Art. 10.— Les rémunérations et accessoires des fonctionnaires et agents mis à disposition sont assurés par l'Etat.

TITRE IV - Appui financier

Art. 11.— Le service de la jeunesse et des sports instruit les demandes d'agrément émanant des associations de jeunesse et des sports susceptibles de bénéficier de subventions publiques.

Art. 12.— Le Président du gouvernement met en œuvre les programmes d'intervention en faveur de la formation, de la jeunesse, de la vie associative et du développement du sport correspondant aux objectifs généraux définis à l'article 2 de la présente convention.

Art. 13.— Pour la mise en œuvre de ces programmes, l'Etat délègue au haut-commissaire, représentant de l'Etat, sur le budget du ministère de la jeunesse et des sports :

- les crédits du titre III nécessaires à la prise en charge financière de la rémunération des fonctionnaires de l'Etat mis à disposition de la Polynésie française, les crédits relatifs afférents au règlement des vacances et des actions de formations, des déplacements liés aux objectifs énumérés à l'article 2 de la présente convention ;
- les crédits relatifs aux actions lancées pour favoriser l'insertion sociale des jeunes ;
- les crédits du titre IV dont le montant sera défini par un avenant à la présente convention pour chaque année de la durée du contrat de développement et qui incluront notamment le financement des différents types d'actions concourant à l'insertion des jeunes ;
- des crédits du Fonds national pour le développement du sport (F.N.D.S.) dans le cadre des procédures de gestion de la part locale du F.N.D.S.

S'agissant de la part locale du F.N.D.S., une commission locale est chargée de donner son avis au haut-commissaire, représentant de l'Etat, et au Président du gouvernement sur les principes de répartition et l'utilisation des crédits au vu de projets et programmes détaillés. Cette commission est également chargée de faire toutes propositions ou suggestions au conseil national du F.N.D.S. La commission locale, présidée par le haut-commissaire, comprend un nombre égal de représentants de l'Etat, du service de la jeunesse et des sports, et des associations et groupements sportifs de la Polynésie française.

Le Président du gouvernement en est membre de droit.

Le montant des crédits délégués sera défini par un avenant à la présente convention pour chaque année de la durée du contrat de développement.

Art. 14.— Toutes difficultés d'interprétation ou d'application de la présente convention seront soumises par l'une ou l'autre des parties signataires à une commission paritaire.

Cette commission est composée de quatre membres dont deux représentants de l'Etat choisis par le haut-commissaire de la République et deux représentants de la Polynésie française choisis par le Président du gouvernement.

Cette commission se réunira à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Art. 15.— La présente convention qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française est conclue pour une durée de cinq ans à compter du 1er janvier 1997 sauf dénonciation de l'une ou l'autre des parties avec préavis d'un an. Elle pourra, le cas échéant, être modifiée pour tenir compte de l'évolution du cadre législatif ; elle pourra également faire l'objet de modifications par avenant après accord des deux parties.

Fait à Papeete, le 11 décembre 1996.

Pour l'Etat :

*Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
Paul RONCIERE.*

Pour la Polynésie française :
*Le Président du gouvernement,
Gaston FLOSSE.*

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

DELIBERATION n° 96-167 APF du 19 décembre 1996 modifiant la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 portant statut général de la fonction publique du territoire de la Polynésie française.

NOR : PEL962239DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée relative à la liberté d'accès aux documents administratifs ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 portant statut général de la fonction publique du territoire ;

Vu l'arrêté n° 1348 CM du 12 décembre 1996 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 96-166 APF du 12 décembre 1996 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 1901-96 APF/CP du 17 décembre 1996 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 175-96 du 19 décembre 1996 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 19 décembre 1996,

Adopte :

Article 1er. — Les articles 3, 6, 7, 9, 11, 22, 24, 26, 28, 33, 34, 35, 36, 38, 39, 40, 49, 52, 56, 60, 67, 68, 69, 70, 72, 73, 75, 76, 88 et 94 de la délibération susvisée sont modifiés ainsi qu'il suit :

I - Les dispositions de l'article 3 de la délibération susvisée sont remplacées par les suivantes : "Sauf dérogations prévues à l'article 33 du présent statut, les emplois permanents de l'administration territoriale et des établissements publics administratifs sont occupés par des fonctionnaires."

II - Les termes "assemblée territoriale" aux articles 6, 9, 11, 24, 26, 28, 49, 52, 73, 75, 88 et 91 sont remplacés par "assemblée de la Polynésie française".

III - A l'alinéa 2 de l'article 7 de la délibération susvisée, les dispositions suivantes "ainsi qu'à l'examen de l'évolution des rémunérations" sont supprimées.

IV - Les dispositions de l'article 22 de la délibération susvisée sont modifiées et remplacées par les suivantes :

"Les emplois de l'administration territoriale et des établissements publics administratifs sont créés par leurs organes délibérants compétents."

IV bis - Le 1°) de l'article 33 de la délibération susvisée est ainsi rédigé :

1°) Les emplois fonctionnels auxquels il est nommé par arrêté pris en conseil des ministres en application de l'article 29 de la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ou des délibérations de l'assemblée de la Polynésie française.

V - Le 2e alinéa de l'article 34 de la délibération susvisée est remplacé par les dispositions suivantes :

"Il peut en outre recruter des agents non titulaires pour exercer des fonctions correspondant à un besoin saisonnier pour une durée maximale de dix (10) mois pendant une même période de douze (12) mois et conclure pour une durée maximale de six (6) mois renouvelable une seule fois à titre exceptionnel des contrats pour faire face à un besoin occasionnel."

Les dispositions générales applicables aux agents non titulaires et aux agents non contractuels sont précisées par délibération de l'assemblée de la Polynésie française."

VI - Les dispositions de l'article 35 de la délibération susvisée sont modifiées et remplacées par les suivantes :

"Une délibération de l'assemblée de la Polynésie française précisera les règles applicables aux agents occupant des emplois fonctionnels."

Ces règles peuvent, le cas échéant, déroger à certaines dispositions du statut de la fonction publique territoriale qui ne correspondraient pas aux besoins propres de ces emplois ou aux missions que leurs titulaires sont appelés à assurer."

VII - Les dispositions de l'article 36 sont remplacées par les suivantes :

"Lorsque les agents contractuels sont recrutés, après agrément du conseil des ministres, pour exercer des fonctions nécessitant des connaissances techniques spécialisées ou pour faire face à des fonctions nouvelles prises en charge par l'administration et les établissements publics administratifs, la rémunération de ces agents peut s'effectuer soit par référence aux grilles de rémunération des agents occupant des emplois fonctionnels, soit par référence aux grilles de rémunération des fonctionnaires appartenant aux cadres d'emplois de la fonction publique territoriale."

VIII - Les dispositions de l'article 38 de la délibération susvisée sont modifiées et remplacées par les suivantes :

"Le conseil supérieur de la fonction publique territoriale est composé paritairement de représentants des organisations syndicales de fonctionnaires ou des organisations syndicales représentatives dans les services et établissements publics territoriaux et de représentants de l'administration territoriale et des établissements publics administratifs."

Il est présidé par le Président du gouvernement ou par délégation par le ministre chargé de la fonction publique."

IX - Les dispositions de l'article 39 alinéa 1 de la délibération susvisée sont modifiées et remplacées par les suivantes :

"Les sièges attribués aux organisations syndicales sont répartis entre elles proportionnellement au nombre de voix obtenues lors des élections de représentants au sein des commissions administratives paritaires, compte tenu du nombre de sièges à pourvoir. Les représentants des organisations syndicales sont nommés par le Président du gouvernement sur proposition de leurs organisations."

X - A l'article 40 de la délibération susvisée, les termes "ou l'autorité délégataire" sont remplacés par "ou par le ministre chargé de la fonction publique".

XI - Les dispositions de l'article 56 sont modifiées et remplacées par les suivantes :

"Par dérogation aux dispositions de l'article 53 ci-dessus, les fonctionnaires peuvent être recrutés sans concours dans les cas suivants :

- a) lors de la constitution initiale d'un cadre d'emplois par l'intégration des agents non fonctionnaires dans les conditions fixées par les statuts particuliers ;
- b) par la voie des emplois réservés aux personnes handicapées reconnues travailleurs handicapés par la Cotorep.

Par ailleurs, et à titre transitoire, les élèves boursiers de formation professionnelle qui, à la date d'application de la présente délibération, auront terminé leurs études avec succès, peuvent être nommés dans le cadre d'emplois correspondant aux études qu'ils ont accomplies en qualité de fonctionnaires stagiaires."

XII - Les dispositions de l'article 60, alinéa 3, de la délibération susvisée sont supprimées.

XIII - Les dispositions de l'article 64 sont modifiées et remplacées par les suivantes : "Le fonctionnaire en activité a droit, en matière de congés, aux congés prévus à l'article 27 ci-dessus."

XIV - Il est inséré un article 64 bis ainsi rédigé : "La durée hebdomadaire de travail dans la fonction publique territoriale est fixée à 39 heures."

Les modalités d'application de cet article seront précisées par délibération de l'assemblée de la Polynésie française.

XV - Les dispositions de l'article 67 de la délibération susvisée sont modifiées et remplacées par les suivantes :

"Les fonctionnaires autorisés à travailler à temps partiel perçoivent, proportionnellement au temps de travail effectué, un traitement et le cas échéant, des primes et indemnités de toutes natures afférentes soit à leur grade et à l'échelon auxquels ils sont parvenus, soit à l'emploi auquel ils ont été nommés."

XVI - Les dispositions de l'alinéa 2 de l'article 68 de la délibération susvisée sont supprimées.

XVII - Les dispositions de l'alinéa 2 de l'article 69 de la délibération susvisée sont complétées par l'expression suivante "ou d'office".

XVII bis - Dans le dernier alinéa de l'article 70 de la délibération susvisée, le terme "d'une contribution" est remplacé par "des cotisations patronales".

XVIII - A l'article 72 de la délibération susvisée, les termes "de son administration ou service d'origine" sont remplacés par "de son cadre d'emplois d'origine".

XIX - Les dispositions de l'article 75, alinéa 1, de la délibération susvisée sont complétées comme suit :

"Le congé parental est la position du fonctionnaire qui est placé hors de son cadre d'emplois d'origine, sans traitement, pour élever son enfant."

XX - Les dispositions de l'article 76 sont modifiées et remplacées par les suivantes :

"Les fonctionnaires régis par le présent statut font l'objet d'une notation et d'une appréciation d'ordre général exprimant la valeur professionnelle des intéressés."

Les notes et appréciations générales exprimant la valeur professionnelle des fonctionnaires sont fixées par le Président du gouvernement ou par l'autorité ayant reçu délégation à cet effet pour les fonctionnaires exerçant dans l'administration territoriale, et au directeur d'établissement pour les fonctionnaires exerçant dans un établissement public."

XXI - Il est ajouté à l'article 94 de la délibération susvisée un alinéa 5 rédigé comme suit :

"A titre transitoire et jusqu'au 31 décembre 1997, une bonification d'un échelon supplémentaire est accordée à tout agent contractuel régi par la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration en fonctions dans l'administration du territoire et de ses établissements publics à caractère administratif, qui souhaitent intégrer l'un des cadres d'emplois de la fonction publique du territoire."

Art. 2.—Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Eugène BESSERT.

Le président,
Henri FLOHR.

DELIBERATION n° 96-168 APF du 19 décembre 1996 complétant la délibération n° 96-114 APF du 21 novembre 1996 modifiant la délibération n° 85-1013 AT du 7 février 1985 portant création d'un établissement public dénommé Etablissement d'achats groupés (ETAG).

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 96-114 APF du 21 novembre 1996 modifiant la délibération n° 85-1013 AT du 7 février 1985 portant création d'un établissement public dénommé Etablissement d'achats groupés (ETAG) ;

Vu la délibération n° 96-166 APF du 12 décembre 1996 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 1901-96 APF du 17 décembre 1996 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 176-96 du 19 décembre 1996 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 19 décembre 1996,

Adopte :

Article 1er.— L'article 4 de la délibération n° 96-114 APF du 21 novembre 1996 modifiant la délibération n° 85-1013 AT

du 7 février 1985, portant création d'un établissement public dénommé Etablissement d'achats groupés (ETAG), est complété comme suit :

Insérer entre "qui" et "sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française" les mots : "prendra effet au 1er janvier 1997 et".

Art. 2.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Eugène BESSERT.

Le président,
Henri FLOHR.

DELIBERATION n° 96-169 APF du 19 décembre 1996 portant modification de l'article 2 de la délibération n° 94-19 AT du 10 mars 1994 portant institution du conseil d'administration du régime des non-salariés.

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 modifiée relative aux principes généraux du droit du travail et à l'organisation et au fonctionnement de l'inspection du travail et des tribunaux du travail en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 94-6 AT du 3 février 1994 définissant le cadre de la couverture sociale généralisée applicable aux résidents du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 94-19 AT du 10 mars 1994 portant institution du conseil d'administration du régime des non-salariés ;

Vu la délibération n° 96-125 APF du 24 octobre 1996 portant dissolution de la Chambre de la pêche et de l'aquaculture ;

Vu la délibération n° 96-166 APF du 12 décembre 1996 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 1901-96 APF/CP du 17 décembre 1996 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 177-96 du 19 décembre 1996 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 19 décembre 1996,

Adopte :

Article 1er.— L'article 2 de la délibération n° 94-19 AT du 10 mars 1994 portant institution du conseil d'administration du régime des non-salariés est modifié ainsi qu'il suit :

A la place de : "un représentant de la Chambre de la pêche" ;

Lire : "un représentant des métiers de la pêche, désigné par les organisations syndicales représentatives du secteur".

Art. 2.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Eugène BESSERT.

Le président,
Henri FLOHR.

DELIBERATION n° 96-170 APF du 19 décembre 1996 modifiant la délibération n° 96-102 APF du 8 août 1996 relative aux conditions d'admission au régime de solidarité territoriale.

NOR : AFS9601091DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 96-18 AT du 15 février 1996 portant dissolution de l'Office territorial de l'action sociale et de la solidarité ;

Vu l'arrêté n° 1395 CM du 18 décembre 1996 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 96-166 APF du 12 décembre 1996 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 1901-96 APF/CP du 17 décembre 1996 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 178-96 du 19 décembre 1996 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 19 décembre 1996,

Adopte :

Article 1er.— L'article 5.2 de la délibération n° 96-102 APF du 8 août 1996 relative aux conditions d'admission au régime de solidarité territoriale est modifié comme suit :

Au lieu de : En cas de demande de renouvellement du bénéfice du régime de solidarité territoriale, les délais impartis au service communal ou à l'antenne du service des affaires sociales compétente, sont ramenés à quinze jours.

Est considérée comme renouvellement, toute demande présentée dans la même commune ou à la même antenne et dans l'année qui suit la demande initiale.

Lire : La demande de renouvellement doit être présentée dans les trois premiers mois de l'année civile sur le formulaire type comportant les renseignements relatifs à la situation familiale et financière du demandeur.

Cette demande, revêtue de l'avis du maire du lieu de résidence ou du responsable de l'antenne sociale la plus proche, est transmise ou déposée par l'intéressé à la Caisse de prévoyance sociale, qui en délivre récépissé de dépôt.

Si la demande de renouvellement n'est pas déposée au 1er avril de l'année civile en cours, les droits aux prestations du régime de solidarité territoriale sont suspendus. La reprise de droits, avec effet rétroactif, est subordonnée à l'exécution des formalités de renouvellement définies aux alinéas 1 et 2 ci-dessus.

Si la demande de renouvellement n'est pas présentée avant le 31 décembre de l'année concernée, la rupture des droits est effective et une nouvelle procédure d'admission doit être mise en œuvre.

Après saisie de la demande de renouvellement, la Caisse de prévoyance sociale informe sans délai le secrétariat de la commission d'admission des changements éventuels intervenus dans les situations familiales ou financières des intéressés.

Le renouvellement d'admission au régime de solidarité territorial est automatique pour :

- les bénéficiaires de l'allocation de solidarité aux personnes âgées ;
- les bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés.

Il en est de même des enfants mineurs ayant fait l'objet d'une admission d'office au titre de l'article 6, sauf avis contraire du chef du service des affaires sociales.

Art. 2.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Eugène BESSERT.

Le président,
Henri FLOHR.

DELIBERATION n° 96-171 APF du 19 décembre 1996 fixant le régime d'indemnisation des heures supplémentaires susceptibles d'être accordées aux agents de la fonction publique territoriale de la Polynésie française travaillant dans les structures de la santé et dans les établissements publics hospitaliers.

NOR : PEL9602223DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 94-99 du 5 février 1994 d'orientation pour le développement économique, social et culturel de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 portant statut général de la fonction publique du territoire ;

Vu l'arrêté n° 1351 CM du 12 décembre 1996 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 96-166 APF du 12 décembre 1996 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 1901-96 APF/CP du 17 décembre 1996 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 179-96 du 19 décembre 1996 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 19 décembre 1996,

Adopte :

Article 1er.— Les heures de travail effectuées au-delà de la durée normale hebdomadaire de travail de 39 heures dans les structures de la santé et les établissements publics hospitaliers peuvent soit faire l'objet de repos compensateurs, soit être rémunérées par des indemnités horaires dans la limite des crédits votés à l'occasion de chaque exercice budgétaire.

Art. 2.— Les heures supplémentaires effectuées ne peuvent, au cours d'une semaine, excéder un maximum de 20 heures par semaine.

Art. 3.— Dans les établissements publics hospitaliers, la durée de présence correspond à la durée de travail, soit 156 heures calculées sur une période de quatre semaines ou

195 heures sur une période de cinq semaines, sur la base de 39 heures par semaine.

Art. 4.— Le traitement horaire à prendre en considération pour le calcul des majorations pour heures supplémentaires est déterminé à partir du traitement brut indiciaire effectivement perçu par l'agent.

Pour obtenir le taux horaire applicable à chaque agent astreint à une durée réglementaire de travail de 39 heures par semaine au plus, ce traitement brut mensuel est divisé par 169.

Les taux horaires ainsi obtenus sont arrondis au franc supérieur.

Art. 5.— Les heures supplémentaires effectuées au-delà de la durée normale de travail sont rémunérées selon les modalités suivantes :

- a) majoration de 25 % du traitement horaire pour les 8 premières heures par semaine ;
- b) majoration de 50 % du traitement horaire pour les heures supplémentaires effectuées au-delà de la 8e heure par semaine ;
- c) majoration de 75 % du traitement horaire pour les heures supplémentaires effectuées de nuit les jours ouvrables entre 20 h et 6 h ;
- d) majoration de 100 % du traitement horaire pour les heures supplémentaires effectuées les dimanches et jours fériés, de jour comme de nuit.

Art. 6.— Lorsque les heures supplémentaires font l'objet de repos compensateur, celui-ci est calculé selon les dispositions prévues aux articles 3 et 5 ci-dessus.

Art. 7.— Les dispositions de la présente délibération prennent effet à compter du 1er juillet 1996.

Art. 8.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Eugène BESSERT.

Le président,
Henri FLOHR.

DELIBERATION n° 96-172 APF du 19 décembre 1996 fixant le régime du travail dans le cadre des astreintes à domicile dans les établissements publics hospitaliers.

NOR : PEL9602224DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 94-99 du 5 février 1994 d'orientation pour le développement économique, social et culturel de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 portant statut général de la fonction publique du territoire ;

Vu l'arrêté n° 1347 CM du 12 décembre 1996 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 96-166 APF du 12 décembre 1996 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 1901-96 APF/CP du 17 décembre 1996 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 180-96 du 19 décembre 1996 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 19 décembre 1996,

Adopte :

TITRE I : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1er.— La présente délibération définit, à compter du 1er juillet 1996, les modalités d'organisation et les conditions d'indemnisation ou de rémunération du travail dans le cadre des astreintes à domicile.

Sont soumis aux dispositions de la présente délibération les agents relevant du statut de la fonction publique de Polynésie française et les fonctionnaires de l'Etat en position de détachement, en fonctions dans les établissements publics hospitaliers, à l'exclusion des praticiens hospitaliers.

Art. 2.— Compte tenu des nécessités de service, le temps de travail est organisé de manière à assurer de façon permanente les soins nécessaires aux malades.

Pour assurer cette continuité, les agents peuvent être amenés à effectuer des astreintes à domicile.

Au sein des services et unités des établissements publics hospitaliers, la direction établit, après avis du comité technique paritaire, les horaires de travail en fonction des besoins et des nécessités de service.

TITRE II : ASTREINTES A DOMICILE

Art. 3.— L'astreinte à domicile implique l'obligation pour l'agent de rester à la disposition du service ou de l'unité, au-delà des heures normales de travail, pendant toute la durée de l'astreinte et de répondre à tout appel.

Pendant la durée de l'astreinte à domicile, l'agent qui y est soumis peut quitter son domicile, mais il lui appartient de prendre toutes les dispositions nécessaires pour rester joignable à tout moment, et pouvoir intervenir dans les meilleurs délais.

Art. 4.— Les astreintes à domicile couvrent une période d'une semaine commençant à la fin du service normal de l'après-midi pour s'achever au début du service normal du lendemain.

Art. 5.— L'agent assurant une astreinte à domicile perçoit, pour les heures d'astreinte, une indemnité fixée à 20 % du traitement horaire de base. Il a droit par ailleurs :

- pour l'usage de véhicule personnel lors des déplacements, à une indemnité kilométrique dont le montant est fixé à 51 F CFP. Elle sera valorisée chaque fois que le prix de vente de l'essence ou du fuel dans les stations-service augmente. La relation permettant le calcul est la suivante :

$$\text{Ind} = \text{Ind 1} * (0.84 * E / E1 + 0.16 * F / F1)$$

Ind : nouvelle indemnité kilométrique ;

Ind 1 : ancienne indemnité kilométrique ;

E : nouveau prix de l'essence ;

E1 : ancien prix de l'essence ;

F : nouveau prix du fuel ;

F1 : ancien prix du fuel,

- au remboursement par l'établissement, des frais d'installation de la ligne téléphonique (une seule fois) et de

l'abonnement normal (taux de base), dont les conditions d'octroi sont déterminées par arrêté pris en conseil des ministres.

Art. 6.— L'agent assurant des astreintes à domicile bénéficie, lorsqu'il intervient sur demande de l'établissement, des majorations pour heures supplémentaires rémunérées dans le cadre de la réglementation en vigueur. Dans ce cas, le temps de travail donnant lieu à rémunération pour heures supplémentaires est déterminé depuis le départ du domicile jusqu'au retour au domicile.

La rémunération des heures supplémentaires ne peut se cumuler avec l'indemnité mentionnée à l'article 5 ci-dessus.

Art. 7.— Les états récapitulatifs des participations aux astreintes à domicile, visés et certifiés par les chefs de service ou les surveillants de service, sont adressés au plus tard le 5 du mois suivant à la direction pour liquidation.

Art. 8.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Eugène BESSERT.

Le président,
Henri FLOHR.

DELIBERATION n° 96-173 APF du 19 décembre 1996 fixant les modalités d'organisation et d'indemnisation des astreintes dans les structures de la direction de la santé.

NOR : PEL9602225DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 94-99 du 5 février 1994 d'orientation pour le développement économique, social et culturel de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 portant statut général de la fonction publique du territoire ;

Vu l'arrêté n° 1346 CM du 12 décembre 1996 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 96-166 APF du 12 décembre 1996 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 1901-96 APF/CP du 17 décembre 1996 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 181-96 du 19 décembre 1996 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 19 décembre 1996,

Adopte :

TITRE I : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1er.— La présente délibération définit, à compter du 1er juillet 1996, les modalités d'organisation et d'indemnisation des astreintes.

Sont soumis aux dispositions de la présente délibération les agents relevant du statut de la fonction publique de

Polynésie française et les fonctionnaires de l'Etat en position de détachement, en fonctions dans les structures de la direction de la santé, à l'exclusion des médecins.

Art. 2.— Compte tenu des missions qui incombent à la direction de la santé, les personnels médicaux et paramédicaux dont le niveau de compétence répond aux besoins constatés peuvent être amenés à assurer des astreintes ou des gardes par tableaux de service en vertu de dispositions particulières, dès lors que la continuité du service et la permanence des soins l'exigent.

TITRE II : DEFINITION

Art. 3.— L'organisation du travail dans les structures de la direction de la santé peut prendre l'une ou l'autre des formes suivantes :

- a) des gardes par tableau de service impliquant l'obligation pour l'agent d'assurer une présence continue au sein de la structure de santé ;
- b) des astreintes impliquant l'obligation pour l'agent de rester à la disposition de l'établissement pendant toute la durée de l'astreinte et de répondre à tout appel dans un "délai raisonnable" déterminé, structure par structure et fonction par fonction, par le directeur de la santé sur proposition du médecin-chef de la circonscription médicale.

Pendant la durée de l'astreinte, l'agent qui y est soumis peut se déplacer en dehors de son domicile, mais il lui appartient de prendre toutes les dispositions nécessaires pour rester joignable à tout moment et pouvoir intervenir dans ce même délai raisonnable.

TITRE III - COMPENSATIONS AU TITRE DES ASTREINTES

Art. 4.— Les agents soumis à une astreinte bénéficient cumulativement, lorsqu'ils exercent seuls dans leur fonction, des compensations suivantes :

1°) - une indemnité forfaitaire pour astreinte versée mensuellement. Elle est allouée selon les modalités suivantes :

de 1 à 10 jours de garde	1 fois l'indemnité ;
de 11 à 20 jours de garde	2 fois l'indemnité ;
au-delà de 20 jours de garde	3 fois l'indemnité.

Un arrêté pris en conseil des ministres détermine par fonction la valeur indiciaire de l'indemnité. Celle-ci ne peut être supérieure à 5 % du traitement brut afférent l'indice maximum du cadre d'emploi correspondant.

2°) - une récupération prenant la forme d'une diminution des horaires normaux de travail dans la limite de 9 heures par semaine et de 1,5 jour de repos supplémentaire par mois.

En cas d'impossibilité liée à un exercice en poste isolé, ces jours de repos peuvent être cumulés dans des conditions fixées par arrêté pris en conseil des ministres.

Art. 5.— Les agents soumis à une astreinte bénéficient, lorsqu'ils n'exercent pas seuls dans leur fonction, des compensations suivantes :

1°) - a) - une rémunération des heures de travail supplémentaires réellement effectuées pendant le temps d'astreinte, aux taux fixés par délibération de l'assemblée de la Polynésie française, lorsque les heures peuvent être certifiées par le responsable de la structure.

Dans ce cas, le temps de travail donnant lieu à rémunération pour heures supplémentaires est déterminé depuis le départ du domicile jusqu'au retour au domicile.

Et

b) - une récupération par semaine d'astreinte de trois (3) jours ouvrables consécutifs ou de quatre (4) demi-journées en plus du samedi, à prendre dans la semaine qui suit.

Ou

2°) - a) - une indemnité forfaitaire quotidienne versée mensuellement, pour les 15 premiers jours d'astreinte du mois, lorsque les heures ne peuvent être certifiées par le responsable de la structure.

Le montant en est fixé par arrêté pris en conseil des ministres. Il ne peut être supérieur à 30 % de l'indemnité forfaitaire maximum versée mensuellement pour astreinte telle que définie à l'article 4 de la présente délibération.

Au-delà des 15 jours, le temps d'astreinte est compensé par une récupération d'un jour ouvrable par semaine commencée de garde, soit 1 jour pour un nombre d'astreintes compris entre 16 et 22 et 2 jours à partir de 23 jours d'astreinte.

Et

b) - une récupération par semaine d'astreinte de trois (3) jours ouvrables consécutifs ou de quatre (4) demi-journées en plus du samedi, à prendre dans la semaine qui suit. En cas d'impossibilité, ces jours de repos peuvent être cumulés dans des conditions fixées par arrêté pris en conseil des ministres.

Art. 6.— Compte tenu de la nécessité de soumettre les auxiliaires de santé à une astreinte permanente, ils bénéficient de :

- une réduction de leurs horaires normaux de travail, dans la limite de 15 heures par semaine ;
- 1,5 jour de congé supplémentaire par mois d'astreinte.

Les horaires de travail sont établis pour chaque structure par le médecin-chef de la circonscription médicale sous le contrôle du directeur de la santé.

Art. 7.— L'agent assurant des astreintes a droit :

- pour l'usage de véhicule personnel lors des déplacements, à une indemnité kilométrique dont le montant est fixé par arrêté pris en conseil des ministres ;
- au remboursement des frais d'installation de la ligne téléphonique et de l'abonnement normal (taux de base) dont les conditions d'octroi sont déterminées par arrêté pris en conseil des ministres.

Art. 8.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Eugène BESSERT.

Le président,
Henri FLOHR.

DELIBERATION n° 96-174 APF du 19 décembre 1996 fixant les modalités d'organisation et d'indemnisation des gardes des médecins dans les structures de la direction de la santé.

NOR : PEL9602260L

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi

n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 94-99 du 5 février 1994 d'orientation pour le développement économique, social et culturel de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 portant statut général de la fonction publique du territoire ;

Vu l'arrêté n° 1350 CM du 12 décembre 1996 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 96-166 APF du 12 décembre 1996 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 1901-96 APF/CP du 17 décembre 1996 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 182-96 du 19 décembre 1996 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 19 décembre 1996,

Adopte :

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er.— La présente délibération définit, à compter du 1er juillet 1996, les modalités d'organisation et d'indemnisation des gardes.

Sont soumis aux dispositions de la présente délibération les médecins relevant du statut de la fonction publique de Polynésie française et les fonctionnaires de l'Etat en position de détachement, en fonctions dans les structures de la direction de la santé.

Art. 2.— Compte tenu des missions qui incombent à la direction de la santé, les personnels médicaux dont le niveau de compétence répond aux besoins constatés peuvent être amenés à assurer des gardes, dès lors que la continuité du service et la permanence des soins l'exigent.

TITRE II : TABLEAUX DE SERVICE

Art. 3.— L'organisation du travail dans les structures de la direction de la santé peut prendre l'une ou l'autre des formes suivantes :

- le service des gardes par permanence impliquant l'obligation pour l'agent d'assurer une présence continue au sein de la structure de santé ;
- le service de garde par astreintes à domicile impliquant l'obligation pour l'agent de rester à la disposition de l'établissement pendant toute la durée de l'astreinte et de répondre à tout appel dans un "délai raisonnable" déterminé, structure par structure et fonction par fonction, par le directeur de la santé sur proposition du médecin-chef de la circonscription médicale.

Pendant la durée de la garde par astreinte, l'agent qui y est soumis peut se déplacer en dehors de son domicile, mais il lui appartient de prendre toutes les dispositions nécessaires pour rester joignable à tout moment et pouvoir intervenir dans ce même délai raisonnable.

Art. 4.— Pour tenir compte de la diversité des situations rencontrées dans les différentes structures, les gardes sont classées par ordre croissant de contrainte en 3 catégories en fonction des critères suivants :

- la fonction assurée ;
- l'importance de la population desservie ;
- la fréquence moyenne des sollicitations lors de l'astreinte et la durée moyenne d'intervention ;
- l'environnement médical et paramédical dans la zone géographique desservie.

Une même fonction peut relever de la 2e ou de la 3e catégorie selon les jours de la semaine.

Au sein de chaque structure, le classement des fonctions entre les différentes catégories ainsi que le montant des indemnités allouées au titre des gardes sont fixés par un arrêté pris en conseil des ministres.

TITRE III - COMPENSATIONS AU TITRE DES GARDES

Art. 5.— Les agents soumis à une garde de 1re catégorie bénéficient cumulativement des compensations suivantes :

1°) - une indemnité forfaitaire pour astreinte, versée mensuellement. Elle est allouée selon les modalités suivantes :

de 1 à 10 jours de garde	1 fois l'indemnité ;
de 11 à 20 jours de garde	2 fois l'indemnité ;
au-delà de 20 jours de garde	3 fois l'indemnité.

Un arrêté pris en conseil des ministres détermine, par fonction, la valeur indiciaire de l'indemnité. Celle-ci ne peut être supérieure à 5 % du traitement brut afférent à l'indice maximum du cadre d'emploi correspondant.

2°) - une récupération d'un jour de repos par semaine de garde, à prendre dans la semaine qui suit. Au-delà de 20 jours de garde effectués au cours d'un même mois, les médecins spécialistes bénéficient d'un jour de repos supplémentaire.

En cas d'impossibilité liée à un exercice en poste isolé, ces jours de repos peuvent être cumulés dans des conditions fixées par arrêté pris en conseil des ministres.

Art. 6.— Les agents soumis à une garde de 2e ou de 3e catégorie bénéficient cumulativement de :

1°) - une indemnité forfaitaire quotidienne versée mensuellement, pour les 15 premiers jours de garde du mois, pour les agents dont la liste est définie par arrêté pris en conseil des ministres.

Le montant en est fixé par arrêté pris en conseil des ministres. Il ne peut être supérieur à 20 % de l'indemnité forfaitaire maximum versée mensuellement pour garde prévue à l'article 5 de la présente délibération pour les gardes de 2e catégorie et à 30 % de la même indemnité pour les gardes de 3e catégorie.

Au-delà des 15 jours, le temps de garde est compensé par une récupération d'un jour ouvrable par semaine commencée de garde, soit 1 jour pour un nombre de gardes compris entre 16 et 22 et 2 jours à partir de 23 jours de garde.

2°) - une récupération d'un jour par semaine de garde.

Cette récupération doit être prise dans la semaine qui suit le week-end de garde. En cas d'impossibilité liée à un exercice en poste isolé, ces jours de repos peuvent être cumulés dans des conditions fixées par arrêté pris en conseil des ministres.

Pour des raisons de service et en accord avec l'agent concerné, cette récupération peut être fractionnée en 2 demi-journées.

Art. 7.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Eugène BESSERT.

Le président,
Henri FLOHR.

DELIBERATION n° 96-175 APF du 19 décembre 1996 fixant le régime du travail par tableaux de service dans les structures de la direction de la santé.

NOR : PEL9602227DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 94-99 du 5 février 1994 d'orientation pour le développement économique, social et culturel de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 portant statut général de la fonction publique du territoire ;

Vu l'arrêté n° 1345 CM du 12 décembre 1996 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 96-166 APF du 12 décembre 1996 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 1901-96 APF/CP du 17 décembre 1996 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 183-96 du 19 décembre 1996 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 19 décembre 1996,

Adopte :

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er.— La présente délibération définit, à compter du 1er juillet 1996, les modalités d'organisation et les conditions d'indemnisation ou de rémunération du travail dans le cadre des tableaux de service.

Sont soumis aux dispositions de la présente délibération les agents relevant du statut de la fonction publique de Polynésie française et les fonctionnaires de l'Etat en position de détachement, en fonctions dans les structures de la direction de la santé, à l'exclusion des médecins.

Art. 2.— Compte tenu des nécessités de service, le temps de travail est organisé de manière à assurer de façon permanente les soins nécessaires aux malades.

Pour assurer cette continuité, les agents peuvent être amenés à effectuer des gardes dans le cadre des tableaux de service, ou des astreintes, en vertu de dispositions particulières.

TITRE II : TABLEAUX DE SERVICE

Art. 3.— Afin d'assurer une présence continue au sein du service ou de l'unité, les personnels sont occupés conformé-

ment aux indications d'un tableau de service précisant la répartition des jours et horaires de travail hebdomadaire.

Sauf cas exceptionnel, le nombre de jours de repos est fixé :

- à deux (2) jours de repos pour deux (2) jours de gardes consécutives pour le personnel travaillant par période de douze heures dans l'établissement.
- et en fin de semaine, une semaine sur deux, à trois jours de repos consécutifs.

Un arrêté en conseil des ministres précise les modalités d'organisation du travail par tableaux de service dans les structures de la direction de la santé.

Art. 4.— Les agents travaillant par système de tableau de service perçoivent une indemnité au titre des circonstances suivantes :

- travail effectué au-delà du nombre d'heures hebdomadaires requises ;
- travail effectué pendant des heures de nuit ou le dimanche et jours fériés ;
- jours fériés survenant pendant le déroulement d'une semaine.

Un arrêté pris en conseil des ministres détermine les conditions d'octroi ainsi que le montant des indemnités mentionnées ci-dessus.

Art. 5.— Les heures de jour sont celles effectuées de 6 h à 20 h.

Les heures de nuit sont celles effectuées de 20 h à 6 h.

Art. 6.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Eugène BESSERT.

Le président,
Henri FLOHR.

DELIBERATION n° 96-176 APF du 19 décembre 1996 fixant le régime du travail par tableaux de service dans les établissements publics hospitaliers.

NOR : PEL9602228DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 94-99 du 5 février 1994 d'orientation pour le développement économique, social et culturel de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 portant statut général de la fonction publique du territoire ;

Vu l'arrêté n° 1343 CM du 12 décembre 1996 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 96-166 APF du 12 décembre 1996 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 1901-96 APF/CP du 17 décembre 1996 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 184-96 du 19 décembre 1996 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 19 décembre 1996,

Adopte :

TITRE I : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1er. — La présente délibération définit, à compter du 1er juillet 1996, les modalités d'organisation et les conditions d'indemnisation ou de rémunération du travail dans le cadre des tableaux de service.

Sont soumis aux dispositions de la présente délibération les agents relevant du statut de la fonction publique de Polynésie française et les fonctionnaires de l'Etat en position de détachement, en fonctions dans les établissements publics hospitaliers, à l'exclusion des praticiens hospitaliers.

Art. 2. — Compte tenu des nécessités de service, le temps de travail est organisé de manière à assurer de façon permanente les soins nécessaires aux malades.

Pour assurer cette continuité, les agents peuvent être amenés à effectuer des gardes dans le cadre des tableaux de service, ou des astreintes, en vertu de dispositions particulières.

TITRE II : TABLEAUX DE SERVICE

Art. 3. — Afin d'assurer une présence continue au sein du service ou de l'unité, les personnels sont occupés conformément aux indications d'un tableau de service précisant la répartition des jours et horaires de travail hebdomadaire.

Sauf cas exceptionnel, le nombre de jours de repos est fixé :

- à deux (2) jours de repos pour deux (2) jours de gardes consécutives pour le personnel travaillant par période de douze heures dans l'établissement ;
- et en fin de semaine, une semaine sur deux, à trois jours de repos consécutifs.

Un arrêté en conseil des ministres précise les modalités d'organisation du travail par tableaux de service dans les établissements publics hospitaliers.

Art. 4. — Les agents travaillant par système de tableau de service perçoivent une indemnité au titre des circonstances suivantes :

- travail effectué au-delà du nombre d'heures hebdomadaires requises ;
- travail effectué pendant des heures de nuit ou le dimanche et jours fériés ;
- jours fériés survenant pendant le déroulement d'une semaine.

Un arrêté pris en conseil des ministres détermine les conditions d'octroi ainsi que le montant des indemnités mentionnées ci-dessus.

Art. 5. — Les heures de jour sont celles effectuées de 6 h à 20 h.

Les heures de nuit sont celles effectuées de 20 h à 6 h.

Art. 6. — Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Eugène BESSERT.

Le président,
Henri FLOHR.

DELIBERATION n° 96-177 APF du 19 décembre 1996 relative aux agents publics occupant des emplois fonctionnels ou rémunérés par rapport à la grille des emplois fonctionnels.

NOR : PEL9621800L

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 portant statut général de la fonction publique du territoire de la Polynésie française (et l'ensemble des textes portant statut particulier de la fonction publique territoriale) ;

Vu le décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 modifié relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires de l'Etat et à certaines modalités de cessation définitive de fonctions ;

Vu le décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 relatif aux positions de détachement, hors cadres, de disponibilité et de congé parental des fonctionnaires territoriaux ;

Vu l'arrêté n° 1342 CM du 12 décembre 1996 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 96-166 APF du 12 décembre 1996 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 1901-96 APF/CP du 17 décembre 1996 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 185-96 du 19 décembre 1996 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 19 décembre 1996,

Adopte :

TITRE 1 - Dispositions générales

Article 1er. — Les dispositions de la présente délibération sont applicables aux agents publics occupant les emplois fonctionnels suivants :

- les emplois de chefs de services territoriaux ;
- les emplois de directeurs d'établissements publics administratifs territoriaux ;
- les emplois de chefs de circonscriptions administratives territoriales ;
- les emplois conduisant à une participation directe aux travaux du conseil des ministres.

Art. 2.— Les emplois fonctionnels mentionnés à l'article 1er ci-dessus peuvent être occupés par des fonctionnaires ou par des agents non titulaires.

Art. 3.— Les traitements et soldes mensuels des agents publics nommés à des emplois fonctionnels dans les services territoriaux et les établissements publics administratifs sont déterminés par le conseil des ministres en tenant compte notamment des missions et responsabilités particulières confiées à leurs titulaires et de l'expérience des candidats à ces emplois.

Ces traitements sont établis par référence à l'échelonement indiciaire annexé à la présente délibération.

La valeur de l'indice servant au calcul des rémunérations des agents occupant des emplois fonctionnels dans les services territoriaux et des établissements publics administratifs est celle applicable aux grilles indiciaires de la fonction publique territoriale.

Art. 4.— Les agents publics occupant des emplois fonctionnels collaborent loyalement. Ils ne peuvent divulguer ni information, ni document ou autre élément dont ils auraient connaissance à l'occasion de leur travail et ne peuvent les utiliser à des fins personnelles. Ils sont tenus en toutes circonstances à l'obligation de réserve et à la discrétion professionnelle.

TITRE 2 - Régime des fonctionnaires nommés à des emplois professionnels

Art. 5.— Les fonctionnaires nommés dans un des emplois mentionnés à l'article 1er ci-dessus sont, selon le cas, placés en position de détachement.

Ils bénéficient, sauf en matière d'avancement, de toutes dispositions qui ne seraient pas contraires au régime des emplois fonctionnels.

Art. 6.— En cas de cessation de fonctions pour des raisons liées à l'intérêt du service, le fonctionnaire territorial nommé à un emploi fonctionnel réintègre son cadre d'emplois d'origine, au besoin en surnombre. La réintégration en surnombre ne pourra être prononcée que par la décision de l'autorité qui a procédé à la nomination. Le surnombre ainsi créé devra être résorbé à la première vacance à s'ouvrir dans le grade correspondant.

Le fonctionnaire de l'Etat ou des collectivités locales détaché auprès du territoire sur un emploi fonctionnel peut, en cas de cessation de fonctions, être affecté à d'autres fonctions au sein de l'administration de la Polynésie française.

TITRE 3 - Régime des agents non titulaires nommés à des emplois fonctionnels

Art. 7.— Les agents non titulaires nommés à des emplois fonctionnels relèvent des dispositions de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 susvisée pour :

- les congés ;
- la protection sociale ;
- le cumul d'emplois et de rémunérations d'activité.

Art. 8.— L'agent public non titulaire occupant un emploi de chef de service, de directeur d'établissement public ou de chef de circonscription administrative territoriale, n'a pas vocation à être titularisé dans l'un des cadres d'emplois de la

fonction publique territoriale et peut se voir retirer cet emploi dans l'intérêt du service ou de l'établissement. Le contrat de travail précisera les modalités de cessation de fonctions.

Art. 9.— Lorsque l'agent non titulaire nommé à un emploi fonctionnel a sa résidence principale à l'extérieur du territoire, il bénéficie de la prise en charge des coûts de transports par voie aérienne, pour lui et les membres de sa famille, depuis son domicile jusqu'au lieu d'affectation et retour, dans les conditions identiques à celles qui prévalent pour les fonctionnaires de l'Etat en position de détachement auprès du territoire.

La réglementation relative à la prise en charge des dépenses de loyer leur est également applicable.

Art. 10.— Les agents non fonctionnaires de l'administration relevant de la convention collective du 10 mai 1968 peuvent être nommés à des emplois fonctionnels après suspension de leur contrat de travail.

Le contrat de travail précise le maintien ou non des avantages liés à leur statut A.N.F.A.

Art. 11.— Les agents contractuels recrutés en application de l'article 33-2°) de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 pour exercer des fonctions nécessitant des connaissances techniques spécialisées particulières, après agrément du conseil des ministres, peuvent être rémunérés par référence aux dispositions de l'article 3 ci-dessus.

Art. 12.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Eugène BESSERT.

Le président,
Henri FLOHR.

DELIBERATION n° 96-178 APF du 19 décembre 1996 portant avis de l'assemblée de la Polynésie française sur un projet de décret fixant pour l'année 1996 la quote-part des ressources du budget du territoire de la Polynésie française destinée à alimenter le Fonds Intercommunal de péréquation.

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, notamment son article 10 ;

Vu le décret n° 72-519 du 29 juin 1972 fixant les modalités de mise en place progressive de régime communal dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu les lettres n° 841 DRCL du 2 septembre 1996 et n° 1071 DRCL du 15 novembre 1996 du haut-commissaire de la République en Polynésie française soumettant à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française un projet de décret ;

Vu la délibération n° 96-166 APF du 12 décembre 1996 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 1901-96 APF/CP du 17 décembre 1996 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 186-96 du 19 décembre 1996 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 19 décembre 1996,

Adopte :

Article 1er. — L'assemblée de la Polynésie française émet un avis favorable au projet de décret fixant pour l'année 1996 la quote-part des ressources au budget du territoire de la Polynésie française destinée à alimenter le Fonds intercommunal de péréquation.

Article 2. — Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Eugène BESSERT.

Le président,
Henri FLOHR.

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 1368 CM du 13 décembre 1996 mettant fin aux fonctions du directeur des enseignements secondaires (pour régularisation).

NOR : SES9602133AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de la formation supérieure et technique,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 195 PR du 29 mai 1996 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 87-14 AT du 29 janvier 1987 portant création de la direction des enseignements secondaires ;

Vu l'arrêté n° 190 CM du 19 février 1987 organisant la direction des enseignements secondaires ;

Vu la convention Etat-territoire n° 88-3 du 31 mars 1988 relative à l'éducation ;

Vu l'arrêté n° 835 CM du 24 juillet 1992 portant nomination du directeur des enseignements secondaires ;

Vu l'arrêté n° 554 CM du 30 mai 1996 portant nomination du directeur du cabinet du Président du gouvernement ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré en sa séance du 11 décembre 1996,

Arrête :

Article 1er. — Il est mis fin, à compter du 30 mai 1996, aux fonctions de M. Jean Prunet, inspecteur d'académie, directeur des enseignements secondaires.

Art. 2. — Le ministre de l'éducation et de la formation supérieure et technique et le ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès, sont

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 décembre 1996.
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :
*Le ministre de l'éducation
et de la formation supérieure et technique,*
Nicolas SANQUER.

*Le ministre des finances
et des réformes administratives,*
Patrick PEAUCELLIER.

ARRETE n° 1369 CM du 13 décembre 1996 portant nomination du directeur des enseignements secondaires.

NOR : SES9602194AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de la formation supérieure et technique,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 195 PR du 29 mai 1996 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 87-14 AT du 29 janvier 1987 portant création de la direction des enseignements secondaires ;

Vu l'arrêté n° 190 CM du 19 février 1987 organisant la direction des enseignements secondaires ;

Vu la convention Etat-territoire n° 88-3 du 31 mars 1988 relative à l'éducation ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré en sa séance du 11 décembre 1996,

Arrête :

Article 1er. — M. Claude Michellet, inspecteur d'académie est nommé directeur des enseignements secondaires à compter de la date de son arrivée sur le territoire.

Art. 2. — La rétribution de ce fonctionnaire est prévue au budget du territoire : sous-chapitre 931-01, article 610-21, sous-chapitre de ventilation 943-07, poste 5744.

Art. 3. — Le ministre de l'éducation et de la formation supérieure et technique et le ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 décembre 1996.
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :
*Le ministre de l'éducation
et de la formation supérieure et technique,*
Nicolas SANQUER.

*Le ministre des finances
et des réformes administratives,*
Patrick PEAUCELLIER.

ARRETE n° 1370 CM du 13 décembre 1996 fixant les conditions sanitaires auxquelles doivent satisfaire les animaux importés de l'espèce bovine.

NOR : SDR9602118AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de l'élevage,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 195 PR du 29 mai 1996 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 77-93 du 10 août 1977 portant réglementation des mesures applicables à l'importation des animaux vivants en Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 11 décembre 1996,

Arrête :

Article 1er.— Des dérogations particulières à la prohibition pourront être accordées pour l'importation des animaux de l'espèce bovine sous réserve des conditions suivantes :

- a) le pays d'origine et de provenance doit être officiellement indemne de fièvre aphteuse, de stomatite vésiculeuse, de peste bovine, de péripneumonie contagieuse bovine, de dermatose nodulaire contagieuse, de fièvre de la Vallée du Rift, de cowdriose, de septicémie hémorragique, de peste des petits ruminants et de fièvre catarrhale du mouton ;
- b) les animaux déclarés pour l'importation doivent être identifiés par une marque agréée officiellement. Elle doit être permanente et permettre de retrouver leur mère et leur troupeau d'origine si le pays d'origine et de provenance n'est pas indemne d'encéphalopathie spongiforme bovine ;
- c) les animaux doivent être accompagnés d'un certificat sanitaire délivré par un vétérinaire officiel du pays d'origine moins de trois jours avant la mise en route des animaux.

Le certificat doit attester que le pays d'origine et de provenance est officiellement indemne des maladies listées au paragraphe a) et doit reproduire les marques d'identification des animaux.

Il doit attester que les animaux sont en bonne santé et indemnes de maladies transmissibles et qu'ils ont été isolés pendant la durée des tests et jusqu'à leur embarquement.

Il doit être complété par l'attestation que les animaux :

- proviennent d'un cheptel officiellement indemne de brucellose, de tuberculose, de leucose bovine enzootique et d'encéphalopathie spongiforme bovine ;
- proviennent d'une exploitation dans laquelle il n'a pas été constaté de cas de :
 - campylobactériose génitale bovine ;
 - paratuberculose pendant les 5 ans précédant leur chargement ;
 - rage pendant les 6 mois précédant leur chargement ;
 - leptospirose pendant les 90 jours précédant leur chargement ;

- rhinotrachéite infectieuse bovine-vulvovaginite pustuleuse infectieuse pendant les 30 jours précédant leur chargement ;
- fièvre charbonneuse pendant les 20 jours précédant leur chargement ;
- ont été soumis, avec résultat négatif, à une épreuve diagnostique agréée pour les maladies suivantes dans les 30 jours précédant leur chargement : leptospirose, paratuberculose, brucellose, tuberculose, leucose, vulvovaginite pustuleuse infectieuse (possible dans les 60 jours précédant le chargement pour cette maladie), et, dans le cas où la région ne serait pas indemne d'anaplasmose, de babésiose ou de theilériose, ont été soumis à une épreuve diagnostique avec résultat négatif pour ces maladies ;
- ont subi les examens suivants, avec résultat négatif :
 - recherche les plaies infestées par *Cochliomyia hominivorax* ;
 - recherche de campylobactériose génitale bovine et de trichomonose par culture du mucus vaginal dans le cas des femelles saillies, par culture du sperme et de prélèvements préputiaux pour les taureaux ayant sailli des femelles non vierges ;
 - frottis sanguins pour la theilériose ;
- ne doivent pas provenir d'un troupeau ayant été vacciné avec un vaccin vivant ou inactivé contre la rhinotrachéite infectieuse bovine-vulvovaginite pustuleuse infectieuse ;
- sont nés après l'interdiction de les alimenter avec des farines de viande et d'os et ne sont pas nés de mères atteintes ou soupçonnées d'être atteintes d'encéphalopathie spongiforme bovine ;
- ont subi les traitements suivants :
 - deux injections de dihydrostreptomycine à 14 jours d'intervalle (25 mg/kg de poids vif) si la région n'est pas indemne de leptospirose ;
 - une injection unique d'imidocarbe (2 mg/kg) si la région n'est pas indemne de babésiose ;
 - déparasitage externe (insecticide et acaricide) et interne selon une méthode officiellement reconnue par les autorités compétentes juste avant leur embarquement.

Art. 2.— L'article 2 de l'arrêté n° 777 ER du 23 juillet 1982 est abrogé.

Art. 3.— Le ministre de l'agriculture et de l'élevage est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 décembre 1996.
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :
Le ministre de l'agriculture et de l'élevage,
Patrick BORDET.

ARRETE n° 1371 CM du 13 décembre 1996 fixant les conditions sanitaires auxquelles doivent satisfaire les animaux importés de l'espèce ovine.

NOR : SDR9602119AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de l'élevage,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 195 PR du 29 mai 1996 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 77-93 du 10 août 1977 portant réglementation des mesures applicables à l'importation des animaux vivants en Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 11 décembre 1996,

Arrête :

Article 1er.— Des dérogations particulières à la prohibition pourront être accordées pour l'importation des animaux de l'espèce ovine sous réserve des conditions suivantes :

- le pays d'origine et de provenance doit être officiellement indemne de fièvre aphteuse, de peste des petits ruminants, de fièvre catarrhale du mouton, de clavelée, de peste bovine, de fièvre de la Vallée du Rift et de cowdriose ;
- les animaux déclarés pour l'importation doivent être identifiés individuellement par une marque agréée officiellement ;
- les animaux déclarés pour l'importation doivent être accompagnés d'un certificat sanitaire délivré par un vétérinaire officiel du pays d'origine et de provenance moins de trois jours avant la mise en route des animaux.

Il doit attester que le pays d'origine et de provenance est officiellement indemne des maladies listées au paragraphe a).

Il doit indiquer l'espèce, le nombre, la race des animaux et leur identification (reproduction des marques des animaux).

Il doit attester que les animaux sont en bonne santé et indemnes de maladies transmissibles et qu'ils ont été isolés pendant la durée des tests et pendant au moins 21 jours en station de quarantaine jusqu'à leur embarquement.

Il doit être complété par l'attestation que les animaux :

- proviennent d'un cheptel officiellement indemne de brucellose à *Brucella ovis* et *melitensis* et de tremblante ;
- proviennent d'une exploitation dans laquelle il n'a pas été constaté de cas de :
 - maedi-visna pendant les 3 années précédant leur chargement et qu'aucun animal de statut sanitaire inférieur n'a été introduit dans l'exploitation durant ces trois années ;
 - avortement enzootique des brebis pendant les deux années précédant leur chargement ;
 - agalaxie contagieuse pendant les six mois précédant leur chargement ;
 - leptospirose pendant les 90 jours précédant leur chargement ;
- ont été soumis, avec résultat négatif, à une épreuve diagnostique agréée pour les maladies suivantes dans les 30 jours précédant leur chargement : leptospirose, brucellose pour les animaux âgés de plus de six mois (deux épreuves négatives), maedi-visna et chlamydie ;
- ont reçu deux injections de dihydrostreptomycine à 14 jours d'intervalle (25 mg/kg de poids vif) si la région n'est pas indemne de leptospirose ;
- ont été tondus au plus tard 10 jours avant l'embarquement et ont été effectivement déparasités extérieurement et intérieurement selon une méthode officiellement reconnue par les autorités compétentes juste avant leur embarquement.

Art. 2.— L'article 3 de l'arrêté n° 777 ER du 23 juillet 1982 est abrogé.

Art. 3.— Le ministre de l'agriculture et de l'élevage est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 décembre 1996.

Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage,
Patrick BORDET.

ARRETE n° 1372 CM du 13 décembre 1996 fixant les conditions sanitaires auxquelles doivent satisfaire les animaux importés de l'espèce caprine.

NOR : SDR9602120AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de l'élevage,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 195 PR du 29 mai 1996 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 77-93 du 10 août 1977 portant réglementation des mesures applicables à l'importation des animaux vivants en Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 11 décembre 1996,

Arrête :

Article 1er.— Des dérogations particulières à la prohibition pourront être accordées pour l'importation des animaux de l'espèce caprine sous réserve des conditions suivantes :

- le pays d'origine et de provenance doit être officiellement indemne de fièvre aphteuse, de peste des petits ruminants, de fièvre catarrhale du mouton, de variole caprine, de pleuropneumonie contagieuse caprine, de peste bovine, de fièvre de la Vallée du Rift et de cowdriose ;
- les animaux déclarés pour l'importation doivent être identifiés individuellement par une marque agréée officiellement ;
- les animaux déclarés pour l'importation doivent être accompagnés d'un certificat sanitaire délivré par un vétérinaire officiel du pays d'origine et de provenance moins de trois jours avant la mise en route des animaux.

Il doit attester que le pays d'origine et de provenance est officiellement indemne des maladies listées au paragraphe a).

Il doit indiquer l'espèce, le nombre, la race des animaux et leur identification (reproduction des marques des animaux).

Il doit attester que les animaux sont en bonne santé et indemnes de maladies transmissibles et qu'ils ont été isolés pendant la durée des tests et pendant au moins 21 jours en station de quarantaine jusqu'à leur embarquement.

Il doit être complété par l'attestation que les animaux :

- proviennent d'un cheptel officiellement indemne de brucellose à *Brucella melitensis* et de tremblante ;
- proviennent d'une exploitation dans laquelle il n'a pas été constaté de cas de :
 - arthrite/encéphalite caprine et/ou maedi-visna pendant les 3 années précédant leur chargement et qu'aucun animal de statut sanitaire inférieur n'a été introduit dans l'exploitation durant ces trois années ;
 - avortement enzootique des brebis pendant les deux années précédant leur chargement ;
 - agalaxie contagieuse pendant les six mois précédant leur chargement ;
 - leptospirose pendant les 90 jours précédant leur chargement ;
- ont été soumis, avec résultat négatif, à une épreuve diagnostique agréée pour les maladies suivantes dans les 30 jours précédant leur chargement : leptospirose, brucellose pour les animaux âgés de plus de six mois (deux épreuves négatives), maedi-visna, arthrite/encéphalite pour les animaux âgés de plus d'un an et chlamydiose ;
- ont subi les traitements suivants :
 - deux injections de dihydrostreptomycine à 14 jours d'intervalle (25 mg/kg de poids vif) si la région n'est pas indemne de leptospirose ;
 - déparasitage externe et interne selon une méthode officiellement reconnue par les autorités compétentes juste avant leur embarquement.

Art. 2.— L'article 4 de l'arrêté n° 777 ER du 23 juillet 1982 est abrogé.

Art. 3.— Le ministre de l'agriculture et de l'élevage est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 décembre 1996.
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :
Le ministre de l'agriculture et de l'élevage,
Patrick BORDET.

ARRETE n° 1373 CM du 13 décembre 1996 fixant les prix de vente de la farine de froment panifiable conditionnée en sacs de 50 kg importée par voie d'appel d'offres en Polynésie française.

NOR : SAE9602181AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— En Polynésie française, les prix maximaux de vente des farines de froment panifiable, de numéro de nomenclature douanière 11.01.00.20, conditionnées en sacs de 50 kg, des marques "Pain doré" et "Bateau rouge", importées dans le cadre de l'appel d'offres dépouillé le 5 novembre 1996, s'établissent dans les conditions définies par le présent arrêté.

Art. 2.— Les prix de vente maximaux des farines précitées, au stade des importateurs adjudicataires du marché, sont fixés en francs CFP par kilogramme, comme suit :

- | | |
|--|-------|
| - Boulangeries de Tahiti | 43,26 |
| - Autres utilisateurs de Tahiti dont les commandes et livraisons unitaires interviennent sur une base minimale de 5 tonnes | 43,26 |

- | | |
|---|-------|
| - Autres utilisateurs de Tahiti dont les commandes et livraisons unitaires interviennent sur une base inférieure à 5 tonnes | 47 |
| - Boulangeries et utilisateurs des îles autres que Tahiti | 43,26 |

Art. 3.— Le montant de l'écart entre le prix de gros défini à l'article 2 précité et le prix de gros notifié aux importateurs adjudicataires du marché est versé au profit du "Fonds de stabilisation des prix des produits de première nécessité soumis à une procédure d'appel d'offres".

Art. 4.— Les sommes dues par les importateurs adjudicataires du marché sont versées après qu'un avis des sommes à payer aura été établi par le service des finances et de la comptabilité sur la base des documents ci-après :

- copie de la notification des prix établie par le service des affaires économiques ;
- copie du document de mise en consommation visée par le service des douanes ; celle-ci devra être adressée au service des affaires économiques au plus tard cinq jours après sa date de délivrance ;
- certificat administratif délivré par le service des affaires économiques.

Art. 5.— La marge de détail applicable aux farines précitées ne peut être supérieure à 4 F CFP par kilogramme.

Art. 6.— Toute infraction aux dispositions du présent arrêté est sanctionnée, poursuivie et réprimée conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 relative au contrôle et à la répression des infractions en matière de réglementation des prix dans le territoire.

Art. 7.— Le ministre des finances et des réformes administratives et le ministre de l'économie, du plan et de la prévision économique, des entreprises et de l'énergie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 décembre 1996.
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

Le ministre des finances
et des réformes administratives,
Patrick PEAUCELLIER.

Le ministre de l'économie, du plan
et de la prévision économique,
des entreprises et de l'énergie,
Georges PUCHON.

ARRETE n° 1374 CM du 13 décembre 1996 fixant les prix de vente du riz conditionné en sachets de 1 kg importé par voie d'appel d'offres en Polynésie française.

NOR : SAE9602182AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— En Polynésie française, les prix maximaux de vente du riz conditionné en sachets de 1 kg de marque "Sunlong" importé dans le cadre de l'appel d'offres dépouillé le 5 novembre 1996 sont fixés dans les conditions définies par le présent arrêté.

Art. 2.— Les prix de vente maximaux du riz précité, au stade de gros et de détail, sont fixés, en F CFP par kilogramme, comme suit :

	Prix de gros	Prix de détail
- Sachet de 1 kg	63	70

Art. 3.— Le montant de l'écart entre le prix de gros notifié à l'importateur adjudicataire du marché et le prix de gros défini à l'article 2 précité est pris en charge par le "Fonds de stabilisation des prix des produits de première nécessité soumis à une procédure d'appel d'offres".

Art. 4.— Le montant de cette prise en charge est réglé à l'importateur adjudicataire du marché sur la base des documents ci-après :

- copie de la notification des prix établie par le service des affaires économiques ;
- copie du document de mise en consommation visé par le service des douanes ;
- certificat administratif délivré par le service des affaires économiques.

Art. 5.— Toute infraction aux dispositions du présent arrêté est sanctionnée, poursuivie et réprimée conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 relative au contrôle et à la répression des infractions en matière de réglementation des prix dans le territoire.

Art. 6.— Le ministre des finances et des réformes administratives et le ministre de l'économie, du plan et de la prévision économique, des entreprises et de l'énergie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 décembre 1996.
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre des finances
et des réformes administratives,*
Patrick PEAUCELLIER.

*Le ministre de l'économie, du plan
et de la prévision économique,
des entreprises et de l'énergie,*
Georges PUCHON.

ARRETE n° 1375 CM du 13 décembre 1996 fixant les prix de vente des sucres importés par voie d'appel d'offres en Polynésie française.

NOR : SAE9602183AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— En Polynésie française, les prix de vente des sucres, de marques "Chelsea" et "Beghin Say", importés dans le cadre de l'appel d'offres dépouillé le 5 novembre 1996 sont fixés dans les conditions définies par le présent arrêté.

Art. 2.— Les prix de vente maximaux, au stade de gros et au stade de détail, des sucres précités sont fixés, en F CFP par kilogramme, comme suit :

	Prix de gros	Prix de détail
- Sachet de 1 kg	63	70
- Sac de 35 kg	46,2	52

Art. 3.— Le montant de l'écart entre les prix de gros définis à l'article 2 précité et les prix de gros notifiés à l'importateur adjudicataire des marchés est versé au profit du "Fonds de stabilisation des prix des produits de première nécessité soumis à une procédure d'appel d'offres".

Art. 4.— Les sommes dues par l'importateur adjudicataire des marchés sont versées après qu'un avis des sommes à payer aura été établi par le service des finances et de la comptabilité sur la base des documents ci-après :

- copie de la notification des prix établie par le service des affaires économiques ;
- copie du document de mise en consommation visé par le service des douanes ; celle-ci devra être adressée au service des affaires économiques au plus tard cinq jours après sa date de délivrance ;
- certificat administratif délivré par le service des affaires économiques.

Art. 5.— Toute infraction aux dispositions du présent arrêté est sanctionnée, poursuivie et réprimée conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 relative au contrôle et à la répression des infractions en matière de réglementation des prix dans le territoire.

Art. 6.— Le ministre des finances et des réformes administratives et le ministre de l'économie, du plan et de la prévision économique, des entreprises et de l'énergie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 décembre 1996.
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre des finances
et des réformes administratives,*
Patrick PEAUCELLIER.

*Le ministre de l'économie, du plan
et de la prévision économique,
des entreprises et de l'énergie,*
Georges PUCHON.

ARRETE n° 1380 CM du 16 décembre 1996 accordant une dérogation au règlement d'urbanisme de l'agglomération de Papeete, Pirae et Arue pour le projet de construction de murs de clôture en bordure des voies à Pirae (parcelle cadastrée n° 304, section C) par Mlle Annick Debouille.

NOR : SAU9602136AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement, de l'aménagement du territoire et des terres domaniales, de l'urbanisme et des affaires foncières,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 complétant la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 195 PR du 29 mai 1996 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu le plan d'aménagement de l'agglomération de Papeete approuvé par délibération n° 65-84 du 19 octobre 1965 et complété par délibération n° 74-20 du 14 février 1974 ;

Vu l'arrêté n° 1500 AU du 24 avril 1974 fixant la composition et les attributions du comité consultatif d'agrément préalable des travaux immobiliers (COMAP) ;

Vu le dossier déposé au service de l'urbanisme enregistré sous le n° 96-33 COMAP ;

Vu l'avis du COMAP dans sa séance du 3 octobre 1996 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Pirae en date du 14 octobre 1996 ;

Le conseil des ministres ayant délibéré dans sa séance du 11 décembre 1996,

Arrête :

Article 1er.— Une dérogation aux dispositions du règlement d'urbanisme de Papeete, Pirae et Arue est accordée à Mlle Annick Debouille pour le projet de construction de murs de clôture à réaliser sur la parcelle cadastrée n° 304, section C, sis à Pirae (dossier n° 96-33 COMAP).

Art. 2.— Cette dérogation aux dispositions de l'article 16 H en zone B du plan d'urbanisme autorise l'édification de clôture pleine en maçonnerie d'une hauteur de 1,80 m.

Cependant, la végétalisation du mur de clôture sur la face du côté de l'avenue du Général-de-Gaulle doit être assurée avec un recouvrement par du lierre ou la plantation d'un écran végétal dense. Dans ce dernier cas, un retrait supplémentaire de 0,50 m vis-à-vis de l'alignement routier doit être réservé pour mettre en place cette plantation.

Art. 3.— La dérogation accordée par le présent arrêté pourra être rapportée en cas de modification du programme ou de la conception architecturale.

Art. 4.— Le présent arrêté ne fait pas échec aux dispositions réglementaires de construction, d'hygiène et de sécurité, dont l'application sera vérifiée dans le cadre de la procédure d'autorisation des travaux immobiliers.

Art. 5.— Cet arrêté deviendra caduc dans le cas où la construction ne serait pas effectuée dans un délai de deux années à compter de la date de publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 6.— Le ministre du logement, de l'aménagement du territoire et des terres domaniales, de l'urbanisme et de affaires foncières est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressée.

Fait à Papeete, le 16 décembre 1996.
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

Le ministre du logement,
de l'aménagement du territoire
et des terres domaniales, de l'urbanisme
et des affaires foncières,
Gaston TONG SANG.

ARRETE n° 1381 CM du 16 décembre 1996 accordant une dérogation au règlement d'urbanisme de l'agglomération de Papeete, Pirae et Arue pour le projet de réalisation d'un centre d'orthopédie dentofaciale sis rue Tepano-Jaussen à Papeete par Mme Titaua Richecœur.
NOR : SAU9602124AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement, de l'aménagement du territoire et des terres domaniales, de l'urbanisme et des affaires foncières,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 complétant la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 195 PR du 29 mai 1996 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu le plan d'aménagement de l'agglomération de Papeete approuvé par délibération n° 65-84 du 19 octobre 1965 et complété par délibération n° 74-20 du 14 février 1974 ;

Vu l'arrêté n° 1500 AU du 24 avril 1974 fixant la composition et les attributions du comité consultatif d'agrément préalable des travaux immobiliers (COMAP) ;

Vu le dossier déposé au service de l'urbanisme enregistré sous le n° 96-17 COMAP ;

Vu l'avis du COMAP dans sa séance du 4 septembre 1996 ;

Vu le dossier rectifié déposé en date du 4 décembre 1996 au service de l'urbanisme ;

Vu l'avis du maire de la commune de Papeete en date du 20 novembre 1996 ;

Le conseil des ministres ayant délibéré dans sa séance du 11 décembre 1996,

Arrête :

Article 1er.— Une dérogation au règlement d'urbanisme de Papeete, Pirae et Arue est accordée à Mme Titaua Richecœur en ce qui concerne le projet de construction d'un centre d'orthopédie dentofaciale à réaliser sur la parcelle de terre située à l'angle des rues Tepano-Jaussen et Dumont-d'Urville sis à Papeete, en considérant le dossier présenté au COMAP, enregistré sous le n° 96-17 COMAP, rectifié et déposé au service de l'urbanisme en date du 4 décembre 1996.

Art. 2.— Cette dérogation concerne l'article 8 H du règlement d'urbanisme et autorise :

- l'absence de galerie couverte le long des voies. Un espace de 3 m de large est réservé au droit de l'emprise des voies et du projet d'aménagement du carrefour Tepano-Jaussen - Dumont-d'Urville pour assurer le cheminement piétonnier.

Art. 3.— La dérogation accordée par le présent arrêté pourra être rapportée en cas de modification du programme ou de la conception architecturale.

Art. 4.— Le présent arrêté ne fait pas échec aux dispositions réglementaires de construction, d'hygiène et de sécurité, dont l'application sera vérifiée dans le cadre de la procédure d'autorisation des travaux immobiliers.

Art. 5.— Cet arrêté deviendra caduc dans le cas où la construction ne serait pas effectuée dans un délai de deux années à compter de la date de publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 6.— Le ministre du logement, de l'aménagement du territoire et des terres domaniales, de l'urbanisme et de affaires foncières est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 16 décembre 1996.
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre du logement,
de l'aménagement du territoire
et des terres domaniales, de l'urbanisme
et des affaires foncières,*
Gaston TONG SANG.

- Productions audio-visuelles :

Vidéo	Duplications et transferts U. Matic/V.H.S. sur U. Matic/ V.H.S.		
Bande fournie par le C.T.R.D.P.			
Prix unitaire pour une durée de	Bande fournie par le demandeur Duplic/Transf.	U. MATC Sony K.C.A. ou K.C.S.	V.H.S.
0 à 20 mm	700 FCP	+ 5.500 FCP	+ 800 FCP
0 à 30 mm	700 FCP	-	
20 à 60 mm	1.000 FCP	+ 8.000 FCP	
60 à 90 mm	1.300 FCP	-	
90 à 120 mm	1.500 FCP	-	
120 à 180 mm	2.000 FCP	-	
- réduction de 10 % pour plus de 10 copies d'un original ;			
- boîtier thermoformé : 250 F l'unité.			

- cassette vidéo uniquement (quelle que soit la durée) :
vente au coproducteur (pour des lots de 10 ou plus)
1.900 FCP.

- Productions documentaires, il est rajouté les tarifs suivants :

- bulletin de l'Association des historiens et géographes de Polynésie française :	
n° 4	1.000 FCP
n° 5	1.000 FCP
- recueil de textes, éducation du 1er degré	1.800 FCP
- recueil de textes, éducation du 1er degré (mise à jour 1997)	300 FCP
- du graphisme à l'écriture (fiches supports)	1.000 FCP

Art. 2.— Il est accordé une remise de 10 % à l'E.T.A.G., pour tout achat des productions du C.T.R.D.P. (quelle que soit la quantité).

NOR : RDP9602187AG

Par arrêté n° 1353 CM du 12 décembre 1996.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 10-96 CTRDP du 19 novembre 1996 du conseil d'administration du C.T.R.D.P. portant adoption du compte financier pour l'exercice 1995 du C.T.R.D.P.

NOR : RDP9602188AC

Par arrêté n° 1354 CM du 12 décembre 1996.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 11-96 CTRDP du 19 novembre 1996 du conseil d'administration du C.T.R.D.P. portant affectation des résultats de l'exercice 1995.

NOR : RDP9602185AC

Par arrêté n° 1355 CM du 12 décembre 1996.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 13-96 CTRDP du 19 novembre 1996 du conseil d'administration du C.T.R.D.P. portant fixation des tarifs de vente et prestations de services.

Délibération n° 13-96 CTRDP du 19 novembre 1996

Article 1er.— La délibération n° 5-96 CTRDP du 29 février 1996 portant adoption des tarifs de vente et prestation de services, rendue exécutoire par l'arrêté n° 431 CM du 2 mai 1996, est modifiée et complétée par les dispositions suivantes :

NOR : RDP9602189AC

Par arrêté n° 1356 CM du 12 décembre 1996.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 15-96 CTRDP du 19 novembre 1996 du conseil d'administration du C.T.R.D.P. fixant le montant de l'indemnité de sujétion pour l'année civile 1997 du directeur de l'établissement.

NOR : SES9602008AC

Par arrêté n° 1358 CM du 12 décembre 1996.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 2-96 du 9 avril 1996 du conseil d'établissement adoptant le compte financier 1995 du collège de Faava. .

NOR : SES9602009AC

Par arrêté n° 1359 CM du 12 décembre 1996.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 3-96 du 9 avril 1996 du conseil d'établissement portant affectation des résultats de la section de fonctionnement de l'exercice 1995 du collège de Faava. .

NOR : SES9602011AC

Par arrêté n° 1361 CM du 12 décembre 1996.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération B2B du 28 mai 1996 du conseil d'établissement adoptant le compte financier 1995 du lycée professionnel de Mahina.

NOR : SES9602012AC

Par arrêté n° 1362 CM du 12 décembre 1996.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération B2C du 28 mai 1996 du conseil d'établissement portant affectation des résultats de la section de fonctionnement de l'exercice 1995 du lycée professionnel de Mahina.

NOR : SES9602005AC

Par arrêté n° 1364 CM du 12 décembre 1996.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 2-96 du 24 avril 1996 du conseil d'établissement adoptant le compte financier 1995 du lycée de Uturoa.

NOR : SES9602006AC

Par arrêté n° 1365 CM du 12 décembre 1996.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 3-96 du 24 avril 1996 du conseil d'établissement portant affectation des résultats de la section de fonctionnement de l'exercice 1995 du lycée de Uturoa.

NOR : FCO9602252AC

Par arrêté n° 1367 CM du 12 décembre 1996.— Le montant des reliquats d'autorisations de programme sur les opérations d'investissements terminées figurant à l'article 1er de l'arrêté n° 1274 CM du 26 novembre 1996, est rectifié comme suit :

Au lieu de : 801.242.640 F CFP ;
Lire : 741.242.640 F CFP.

NOR : EMP9602210AC

Par arrêté n° 1376 CM du 13 décembre 1996.— A compter du 1er janvier 1997, le salaire horaire minimum interprofessionnel garanti est fixé à 535,088 F CFP. La rémunération mensuelle minimale, pour 169 heures de travail, s'établit à la somme de 90.430 F CFP.

NOR : SAE9602116AC

Par arrêté n° 1377 CM du 16 décembre 1996.— Sont nommés, pour un mandat de deux ans renouvelable, membres du Groupement interprofessionnel du monoï de Tahiti au titre des producteurs de monoï bénéficiant de l'appellation d'origine "monoï de Tahiti" :

- Mlle Patricia Hochart de la S.A. Groupe Aline international ;
- M. Antoine Srkala de la S.I.P.C.T. à Arue ;
- M. Daniel Langy de la S.A.R.L. Parfumerie Tiki à Faaa ;
- M. Didier Chomer de la S.A.R.L. Parfumerie Tikichimie à Punaauia ;
- M. Raymond Schmitt de la S.A.R.L. Parfumerie Sachet à Papeete ;
- M. Elie Touboul de la S.A.R.L. Laboratoire de cosmétologie du Pacifique Sud à Papeete.

Sont nommés pour un mandat de deux ans renouvelable, délégués auprès du Groupement interprofessionnel du monoï de Tahiti :

- M. Gérard Raoult représentant l'Huilerie de Tahiti ;
- M. Jean-François Croisie représentant les producteurs de tiare ;
- M. Michel Lehartel représentant les "coprahculteurs".

Les arrêtés n° 226 CM du 24 mars 1993, n° 1119 CM du 8 novembre 1994 et n° 2 CM du 12 janvier 1996 sont abrogés.

NOR : EM9602208AC

Par arrêté n° 1378 CM du 16 décembre 1996.— Afin de pallier les difficultés de trésorerie du G.I.E. Institut des énergies renouvelables pour le Pacifique Sud (I.E.R.P.S.), il lui est octroyé une avance remboursable de vingt millions de francs (20.000.000 F CFP).

Le Président du gouvernement de la Polynésie française est habilité à signer la convention ci-annexée fixant les modalités de remboursement de l'avance. (1)

(1) Elle peut être consultée au service de l'énergie et des mines.

NOR : EM9602215AC

Par arrêté n° 1379 CM du 16 décembre 1996.— Le conseil des ministres habilite le Président du gouvernement à signer la convention relative à la réalisation d'un bilan de dix années d'installations solaires en Polynésie française, à passer entre l'Institut des énergies renouvelables pour le Pacifique Sud et la Polynésie française. (1)

(1) Elle peut être consultée au service de l'énergie et des mines.

NOR : ITC9602204AC

Par arrêté n° 1384 CM du 17 décembre 1996.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 1-96 ITC du 3 décembre 1996 portant nomination du vice-président du conseil d'administration de l'Institut territorial de la consommation.

NOR : ITC9602234AC

Par arrêté n° 1385 CM du 17 décembre 1996.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 3-96 ITC du 3 décembre 1996 relative à l'approbation du compte financier et à l'affectation du résultat de l'exercice 1995 de l'Institut territorial de la consommation.

NOR : ITC9602206AC

Par arrêté n° 1386 CM du 17 décembre 1996.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 4-96 ITC du 3 décembre 1996 relative au budget modificatif n° 1 de l'exercice 1996 de l'Institut territorial de la consommation.

NOR : ITC9602207AC

Par arrêté n° 1387 CM du 17 décembre 1996.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 5-96 ITC du 3 décembre 1996 fixant le montant de l'indemnité mensuelle de sujétion du directeur de l'Institut territorial de la consommation.

Par arrêté n° 1389 CM du 17 décembre 1996.— Est renvoyée en seconde lecture la délibération n° 14-96 CTRDP du 19 novembre 1996 du conseil d'administration du C.T.R.D.P. habilitant le directeur de l'établissement à fixer les tarifs de cession.

NOR : DOM9602176AC

Par arrêté n° 1390 CM du 17 décembre 1996.— L'arrêté n° 1069 CM du 7 octobre 1996 autorisant la prise à bail par la Polynésie française des locaux à usage de bureaux de l'immeuble de la société Etablissement Donald Tahiti à Papeete, est modifié ainsi qu'il suit :

La dépense est imputable au budget de la Polynésie française au chapitre 934, sous-chapitre 934-02, article 630-10, pour les mois de juillet, août et septembre 1996.

La dépense est imputable au budget de la Polynésie française au chapitre 951, sous-chapitre 951-01, article 630-10, à compter du 1er octobre 1996.

NOR : DOM9602185AC

Par arrêté n° 1391 CM du 17 décembre 1996.— Est autorisée, à titre de régularisation pour une nouvelle période de neuf (9) années consécutives à compter du 2 juin 1990, la concession temporaire d'un emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 110 m² sis au droit du lot A de la terre Papahanihahi à Teavaro, commune de Moorea-Maiao, au profit de M. Enrique Braun-Ortega.

L'emplacement concédé reste affecté à l'implantation d'un ponton aménagé d'une plate-forme.

Et tel qu'il figure sur le plan enregistré le 12 juin 1981, folio 61, bordereau 1688-2 joint au dossier.

La présente autorisation d'occupation est accordée sous les conditions suivantes toutes de rigueur que le bénéficiaire s'engage à respecter, savoir :

- 1° Le bénéficiaire sera seul tenu à toutes les garanties que l'occupation et le ponton pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés. Il fera son affaire personnelle de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre le territoire ;
- 2° Il ne pourra céder ou sous-louer son droit à l'occupation sans le consentement du territoire ;
- 3° A l'expiration ou à la résiliation de la présente autorisation d'occupation, le bénéficiaire enlèvera à ses frais et sous sa responsabilité, toutes les installations sans aucune indemnité.

La redevance annuelle est fixée à seize mille cinq cents francs CFP (16.500 F CFP) payable d'avance à la caisse des domaines à Papeete.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues seront majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980.

NOR : DOM9602196AC

Par arrêté n° 1392 CM du 17 décembre 1996.— Est autorisé aux clauses et conditions du contrat type de concession temporaire à charge de remblai, un emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 826 m² sis au droit du lot de ville Tapehaa 1 à Nunue, commune de Bora Bora, au profit de M. Teriivaea dit Tutu Vahapata.

Et tel qu'il figure sur le plan enregistré le 23 mai 1989, folio 27, bordereau 6941-1 joint au dossier.

Conditions particulières :

Le concessionnaire est tenu d'établir et d'entretenir sur le remblai un passage public d'une largeur de trois (3) mètres le long des ouvrages de protection en bordure du front de mer.

Il devra matérialiser par une haie vive la limite séparative du passage public avec l'emplacement réservé à son usage privatif.

La redevance annuelle, payable d'avance à la caisse des domaines à Papeete, est fixée à quatre-vingt-deux mille six cents francs CFP (82.600 F CFP).

Le montant de cette redevance sera révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues seront majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980.

NOR : CHT9602173AC

Par arrêté n° 1393 CM du 17 décembre 1996.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 13-96 CHT du conseil d'administration du Centre hospitalier territorial portant modification du budget de l'établissement pour l'exercice 1996. Le budget modifié est arrêté, en recettes et en dépenses, à la somme de :

Section de fonctionnement : 8.370.379.800 pour le budget général ;

Section d'investissement : 1.610.421.000 pour le budget général.

NOR : ITC9602203AC

Par arrêté n° 1394 CM du 17 décembre 1996.— L'arrêté n° 1387 CM du 30 décembre 1994 modifié portant nomination des membres du conseil d'administration de l'Institut territorial de la consommation, est modifié comme suit :

Au titre des intérêts professionnels :

Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers (C.C.I.S.M.) :

Au lieu de : M. Alexis Tanseau, membre titulaire, et M. Albert Lecail, suppléant ;

Lire : M. Louis Shan, membre titulaire, et M. Gilles Yau, suppléant.

Le reste sans changement.

NOR : GDA9602245AC

Par arrêté n° 1399 CM du 19 décembre 1996.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 6-96 CA/EAGDA du 11 décembre 1996 du conseil d'administration de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono arrêtant la première décision modificative du budget de l'établissement pour l'exercice 1996 à la somme de quatre-vingt-six millions neuf cent soixante-neuf mille cent cinquante francs pacifiques (86.969.150 F CFP) se décomposant comme suit, en recettes et en dépenses :

- section de fonctionnement	64.291.000 F CFP
- section d'investissement	23.116.063 F CFP
- virement entre section	437.913 F CFP

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

MINISTERE DES FINANCES ET DES REFORMES ADMINISTRATIVES

ARRETE n° 7584 MFR du 29 novembre 1996 portant délégation de signature du ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès, à M. Maurice Valax, directeur régional, chef du service des douanes.

Le ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 195 PR du 29 mai 1996 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 199 PR du 31 mai 1996 relatif aux attributions du ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès ;

Vu l'arrêté n° 1095 CM du 11 octobre 1996 portant délégation de pouvoir ;

Vu le code des douanes ;

Vu la convention du 10 janvier 1985 modifiée conclue entre l'Etat et le territoire de la Polynésie française mettant le service des douanes à la disposition du territoire ;

Vu la délibération n° 83-99 du 16 juin 1983 modifiée ;

Vu l'arrêté n° 319 CM du 15 avril 1985 portant application des dispositions de l'article 1er de la délibération n° 83-99 du 16 juin 1983 définissant les conditions d'octroi des exonérations ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu l'arrêté n° 1027 PEL.E2 du 25 septembre 1992 portant affectation et prise de fonctions de M. Maurice Valax, directeur régional des douanes ;

Vu la décision n° 11 D du 2 juillet 1993 portant affectation de M. Jean-Roald L'Hermitte, inspecteur principal des douanes de 1er échelon, de la direction régionale en qualité d'adjoint pour compter du 30 juin 1993,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Maurice Valax, directeur régional, chef du service des douanes, à l'effet de signer au nom du ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès,

dans la limite de ses attributions, les actes courants et correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984.

Art. 2.— M. Maurice Valax est en outre habilité, au nom du ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès, à :

- prendre les décisions d'assimilation et de classement pour la détermination de l'espèce des marchandises ;
- subordonner la décharge des acquits-à-caution souscrits pour garantir l'exportation de certaines marchandises aux conditions fixées par l'article 102-2 du code des douanes ;
- déterminer la forme, les conditions de délivrance et l'emploi des passavants ;
- autoriser l'ouverture d'un entrepôt privé particulier ;
- autoriser l'ouverture d'un entrepôt industriel ;
- octroyer l'admission temporaire normale et l'admission temporaire spéciale des marchandises ;
- établir les contraintes administratives ;
- consentir les procédures simplifiées de dédouanement d'exportation et d'importation ;
- accorder et approuver les transactions douanières dans les limites fixées par l'arrêté n° 1095 CM du 11 octobre 1996 susvisé ;
- accorder, lorsque les conditions prévues sont remplies, les diverses franchises énoncées aux articles 2 à 21 de l'arrêté n° 319 CM du 15 avril 1985 et ce conformément à l'article 25 de cet arrêté ;
- accorder, lorsque les conditions réglementaires sont remplies, l'exonération prévue à l'article 3 de l'arrêté n° 356 CM du 11 mars 1986 ;
- accorder, lorsque les conditions réglementaires sont remplies, l'exonération prévue à l'article 1er, 17°, de la délibération n° 62-3 du 11 janvier 1962 ;
- accorder les franchises, exonérations et régimes fiscaux particuliers aux conditions prévues par les délibérations portant application du code des douanes.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Maurice Valax, la délégation prévue aux articles 1er et 2 ci-dessus est exercée par M. Jean-Roald L'Hermitte, inspecteur principal, adjoint au directeur régional.

Art. 4.— Les arrêtés n° 2639 MFR du 13 juin 1995 portant modification de l'arrêté n° 5694 MFR du 13 novembre 1992 portant délégation de signature du ministre des finances et des réformes administratives, et n° 4498 MFR du 13 août 1996 portant délégation de signature du ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès, à M. Maurice Valax, directeur régional, chef du service des douanes, sont abrogés.

Art. 5.— Le directeur régional, chef du service des douanes, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 novembre 1996.
Patrick PEAUCELLIER.

Par arrêté n° 8075 MFR du 17 décembre 1996.— Me Alexandre Cormier, notaire à Papeete, est autorisé à s'absenter du territoire du 20 décembre 1996 au 12 janvier 1997.

A compter du 20 décembre 1996 et pendant l'absence de Me Alexandre Cormier, M. Julien Chan est désigné pour assurer son intérim. Il cessera ses fonctions, pour lesquelles

il a déjà prêté serment, deux jours après le retour du notaire titulaire.

Par arrêté n° 8076 MFR du 17 décembre 1996.— M. Benjamin Atger, président de la Fédération des œuvres laïques (F.O.L.), dont le siège est situé 77, rue Octave-Moreau (Tahiti), est autorisé à organiser une tombola au capital d'émission de 5.000.000 francs, composé de 50.000 billets à 100 francs l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois le 27 mars 1997 à la Fédération des œuvres laïques (F.O.L.) à Fariipiti (Papeete).

Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé aux tiers.

Le produit de la tombola servira intégralement et exclusivement à aider les associations affiliées, à mettre en place des centres de vacances et de loisirs, à organiser des stages de formation sous la seule déduction des frais relatifs à l'organisation et aux paiements des lots. Les billets seront conditionnés en carnets de dix billets. Chaque billet devra comporter :

- les nom, prénoms du président de l'association ;
- l'adresse du siège social ;
- la date du présent arrêté ;
- la date et le lieu du tirage ;
- éventuellement, le siège social de l'œuvre bénéficiaire ;
- le montant du capital d'émission autorisé ;
- le prix du billet ;
- le nombre des lots et la désignation des principaux d'entre eux ;
- l'obligation, pour les vendeurs, de rembourser les billets non vendus et non retournés avant le tirage aux organisateurs ;

- l'obligation pour les gagnants, de retirer leurs lots dans les 3 mois du tirage (les lots non réclamés à l'expiration de ce délai seront acquis de plein droit à l'œuvre) ;
- éventuellement, le montant de la prime allouée aux vendeurs de billets.

Les lots seront les suivants :

1er lot :	1 bateau + moteur + remorque	487.000 F CFP
2e lot :	1 ordinateur Pentium 120	295.000 F CFP
3e lot :	1 photocopieur	194.000 F CFP
4e lot :	2 aller-retour Papeete/Santiago	153.400 F CFP
5e lot :	2 aller-retour Papeete/Nuku Hiva	114.800 F CFP
6e lot :	1 salon rotin	69.000 F CFP
7e lot :	1 télévision 51 cm	49.900 F CFP
8e lot :	1 machine à laver	44.000 F CFP
9e lot :	1 téléphone sans fil + répondeur	39.500 F CFP
10e lot :	1 mountain bike	25.000 F CFP
11e lot :	2 aller-retour Papeete/Bora Bora (Ono Ono)	23.800 F CFP
12e lot :	1 appareil photo	20.000 F CFP

Ces lots ne pourront être remis comme prime à la vente d'aucune marchandise.

Le quart du montant total des lots, soit la somme de 378.850 F CFP, doit être versé à la paierie du territoire avant toute impression de billet de tombola. Le solde, soit la somme de 1.136.550 F CFP, doit être versé à la paierie du territoire au plus tard 10 jours avant le tirage, c'est-à-dire le lundi 17 mars 1997.

Par arrêté n° 8077 MFR du 17 décembre 1996.— La nomenclature des comptes du territoire est modifiée selon le tableau joint en annexe à compter du 1er janvier 1997.

(Voir tableaux pages suivantes)

Plan comptable

Annexe

N° de compte	Ancien intitulé	Nouvel intitulé
105112	-	Participation de l'Etat (Convention pour le renforcement de l'autonomie économique de la Polynésie Française)
645-60	-	Participation pour la stabilisation des prix des produits de première nécessité
645-61	-	Participation pour la régulation des prix des hydrocarbures
645-62	-	Participation pour la péréquation des prix des hydrocarbures
657-15	Subvention à l'office des anciens combattants	Subvention aux associations d'anciens combattants
657-34	Subvention de fonctionnement Comité Territorial de la Jeunesse	Subvention au Comité Territorial de la Jeunesse
657-85	Dotation globale de fonctionnement de l'Assemblée territoriale	Dotation globale de fonctionnement de l'Assemblée de la Polynésie française
657106	Subvention de fonctionnement fédération ligues et comités	Subvention aux fédérations, ligues et comités
657107	Subvention actions médecine sportive lutte contre le dopage	Subvention aux actions de haut niveau
657108	Subvention actions sports de masse des fédérations, comités et ligues	Subvention aux actions de développement et pour les stages sportifs
657110	Subvention actions de formation fédérations, comités et ligues	Subvention pour les activités de formation et les stages sportifs
657119	-	Subvention au Comité Territorial Olympique et Sportif (CTOS) pour apurement du passif
657120	-	Subvention au Gie "Tahiti Tourisme" - Relance du tourisme
657121	-	Subvention au Gie "Tahiti Tourisme" - Actions de promotion
657122	-	Subvention pour les Mini Jeux du Pacifique Sud
657123	-	Subvention pour les déplacements inter-îles et internationaux
657125	-	Subvention pour le 5ème colloque des langues polynésiennes
657126	-	Aide à l'exportation
657127	-	Subvention pour le séminaire international sur les musées
657128	-	Subvention pour la sauvegarde et la conservation du patrimoine
657129	-	Subvention pour l'aide à l'édition
657130	-	Subvention pour le développement de la vie associative
657500	-	Versement au budget général
657501	-	Subvention aux organismes de transport
733-60	-	Recouvrement sur recettes provenant des opérations de stabilisation des prix des produits de première nécessité
733-61	-	Recouvrement sur recettes provenant des opérations de régulation des prix des hydrocarbures
737-22	-	Participation de l'Etat (MEDOM)
737-94	-	Participation du Fonds de Régulation des Prix des Hydrocarbures (FRPH)
737-99	-	Subvention du budget général

Plan comptable

Annexe

N° de compte	Ancien intitulé	Nouvel intitulé
7500	Droits de douane	
7501	Droits d'entrée	
7502	Taxe de solidarité pour la protection sociale	
7503	Taxe de consommation sur les hydrocarbures	
7504	Droits de consommation sur les autres produits	
7505	Taxe de statistique	
7506	Taxe d'entrepôt fictif	
7507	Taxe sur l'essence et le gas-oil	
7508	Taxe de reboisement	
7509	Taxe sur la viande bovine importée	
75090	Taxe sur l'audio-visuel	
75091	Droit spécifique d'importation sur les boissons viniques	
7583	Taxe sur les conventions d'assurance	
75000	-	Droits de douane
75001	-	Droits d'entrée
75002	-	Taxe nouvelle de solidarité pour la protection sociale
75003	-	Taxe de consommation sur les hydrocarbures
75004	-	Droits de consommation sur les autres produits
75005	-	Taxe de statistique
75006	-	Taxe d'entrepôt fictif
75007	-	Taxe sur l'essence et le gas-oil
75008	-	Taxe de reboisement
75009	-	Taxe sur la viande bovine importée
75010	-	Taxe sur l'audio-visuel
75011	-	Droit spécifique d'importation sur les boissons viniques
75012	-	Taxe de péréquation des prix des hydrocarbures
75013	-	Taxe spéciale spécifique de consommation
7565	-	Taxe sur les conventions d'assurance
757	-	Taxe sur la valeur ajoutée
7571	-	Taxe sur la valeur ajoutée à l'importation
7572	-	Taxe sur la valeur ajoutée - Régime intérieur
7595	-	Redevance de promotion touristique

Plan comptable

Annexe

N° de compte	Ancien intitulé	Nouvel intitulé
912	Programme pour les Syndicats de Communes, les Districts Urbains, les Etablissements Publics Communaux, Etc...	Programmes pour les communes, Syndicats de Communes et Etablissements Publics Communaux
93302	Assemblée Territoriale	Assemblée de la Polynésie Française
93404	Ministère de la Solidarité et de la Famille (MSO) et son cabinet	Ministère du Logement, de l'Aménagement du Territoire et des terres domaniales, de l'Urbanisme et des Affaires foncières (MLA) et son cabinet
93405	Ministère de la Santé et de la Recherche, porte-parole du Gouvernement (MSR) et son cabinet	Ministère de l'Economie, du Plan et de la Prévision économique, des Entreprises et de l'Energie (MEC) et son cabinet
93406	Ministère du Logement, de l'Aménagement du Territoire et des terres domaniales, de l'Urbanisme et des Affaires foncières (MLA) et son cabinet	Ministère de l'Education et de la Formation supérieure et technique (MED) et son cabinet
93407	Ministère de l'Education et de la Formation supérieure et technique (MED) et son cabinet	Ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle, Chargé du Dialogue social et de la Condition féminine (MEF) et son cabinet
93408	Ministère de l'Economie, du Plan et de la Prévision économique, des Entreprises et de l'Energie (MEC) et son cabinet	Ministère de la Solidarité et de la Famille (MSO) et son cabinet
93409	Ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle, Chargé du Dialogue social et de la Condition féminine (MEF) et son cabinet	Ministère de la Santé et de la Recherche, Porte-parole du Gouvernement (MSR) et son cabinet
93503	Service de l'Administration et du Développement des archipels	Administration et Développement des Archipels
93504	Service d'Assistance et de Sécurité	Assistance et Sécurité
94005	-	Douanes
95101	Service de la Jeunesse et des Sports	Jeunesse et Sports
95205	Délégation à la Condition Féminine	Condition Féminine
95303	Délégation à l'emploi	Emploi, Formation Professionnelle, Insertion Sociale des Jeunes
96005	-	Promotion des Investissements
96007	Service du Développement de l'Industrie et des Métiers	Développement de l'Industrie et des Métiers
96101	Services centraux du Service de l'Economie Rurale	Services centraux du Service du Développement Rural
96209	-	Développement des Communes
96401	Délégation à l'Environnement	Environnement
96402	Délégation à la Recherche Scientifique	Recherche Scientifique
96501	Service Territorial des Transports Interinsulaires	Transports Interinsulaires
96502	Service Territorial des Transports Terrestres	Transports Terrestres
96601	Télécommunications	Postes et Télécommunications

**MINISTÈRE DU LOGEMENT,
DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
ET DES TERRES DOMANIALES,
DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES FONCIÈRES**

Par arrêté n° 8035 MLA du 17 décembre 1996.— Dans le cadre de la réalisation par l'O.T.H.S. du lotissement social en 68 lots, sur une parcelle de terre dépendant du domaine de Atima, sise à Mahina, cadastrée n° 174, section S, et n° 239, section R, le dossier après travaux, enregistré au service de l'urbanisme (section "urbanisme opérationnel et construction"), sous le n° L/94-06 en dates des 9 octobre et 10 décembre 1996 et composé comme suit :

- cahier des charges établi par Me Cormier ;
- plan de voirie (revêtement et nivellement) n° PEO 250 ;
- plan de récolement E.D.T. dressé le 20 juin 1996 ;
- plan d'ensemble des parcelles dressé en août 1996 ;
- plan eau potable et téléphone (planche 1) n° DOE-930 ;
- plan eau potable et téléphone (planche 2) n° DOE-931 ;
- plan eau potable et téléphone (planche 3) n° DOE-932,

est approuvé.

Après formalité de transcription à la conservation des hypothèques, un exemplaire du cahier des charges du lotissement Atima "zone d'habitat social" sera déposé pour archivage aux secrétariats de la mairie de Mahina et du service de l'urbanisme (section "urbanisme, opérationnel et construction").

Communication au public :

Le présent arrêté et le dossier approuvé sont mis à la disposition du public, conformément aux dispositions de l'article D. 141-22 du code de l'aménagement de la Polynésie française, aux secrétariats de la mairie de Mahina et du service de l'urbanisme (section "urbanisme opérationnel et construction").

**MINISTÈRE DE L'ECONOMIE, DU PLAN
ET DE LA PREVISION ECONOMIQUE,
DES ENTREPRISES ET DE L'ENERGIE**

Par arrêté n° 1217 PR du 13 décembre 1996.— Conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté

n° 794 CM du 23 juillet 1996, sont nommés en tant que membres de la commission d'implantation des grandes surfaces commerciales :

Au titre des professionnels du commerce :

- MM. Christian Léogite et Jean-Marie Lai, titulaires ;
- MM. Jean Laille et Gilles Yau, suppléants.

Au titre des intérêts des consommateurs :

- Mme Titaua Joquel et M. Raymond Voirin, titulaires ;
- Mme Martine Temarohirani et M. Moana Lehartel, suppléants.

L'arrêté n° 768 PR du 8 août 1996 portant nomination des membres de la commission d'implantation des grandes surfaces commerciales est abrogé.

**MINISTÈRE DE L'EDUCATION
ET DE LA FORMATION SUPERIEURE
ET TECHNIQUE**

Par arrêté n° 7967 MED du 12 décembre 1996.— Dans les établissements d'enseignement public et privé désignés ci-après, une bourse ou aide scolaire est attribuée, renouvelée, transformée ou supprimée pour l'année scolaire 1996-1997 à chacun des élèves portés sur la liste jointe et aux dates indiquées. (1)

(1) Cette liste peut être consultée à la direction des enseignements secondaires (Pirae) et dans les établissements d'enseignement.

Par arrêté n° 8034 MED du 17 décembre 1996.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 2-96 du 28 novembre 1996 du conseil d'administration de l'école normale mixte de Polynésie française arrêtant le budget de l'établissement pour l'exercice 1997 à la somme de 35.059.604 F CFP se décomposant comme suit, en recettes et en dépenses :

- section de fonctionnement : 31.385.000 F CFP ;
- section d'investissement : 3.674.604 F CFP.

Par arrêté n° 8052 MED du 17 décembre 1996.— Les représentants des personnels aux commissions consultatives paritaires sont les suivants :

N° C.C.P.	Syndicats	Nbre de sièges	Titulaires	Suppléants
1	S.N.P.D.E.N.	2	De Bruycker Jean-Michel, Dalet Jacques	Chanfour Suzanne, Ratel André
2	S.N.P.D.E.N.	2	Seznec Joëlle, Germi André	Post Jean-Marie
3	S.N.E.S./S.N.E.T.A.A.-F.S.U.	1	Pichon André	Minguet Dolorès
	S.E.-F.E.N.	1	D'Hervilly Bertrand	Debacq Edith
4	S.N.E.S.-F.S.U.	2	Begnana Patrice, Trabbia Etienne	Valici Pierre, Rlistorcelli Serge
5	S.N.E.S.-F.S.U.	4	Vitau Jean-Claude, Casiez Philippe,	Lepoan Françoise, Henon Jean-Pierre,
			Proth Evelynne, Samoyeau Jean-Claude	Lelay Patrick, Te Ping Fernand
	S.N.C.L.-F.A.E.N.	1	Canon Georges	Castellort Henri-Pierre
	S.N.A.L.C.-C.S.E.N.	1	Cadenat Raymond	Laurent Edith
6	S.N.E.S.-F.S.U.	2	Gayerie Marie-Laure, Dumartin Danièle	Berthet Christine, Pierlot Sophie
7	S.N.C.L.-F.A.E.N.	4	Parquet Henry-Guy, Durocher France, Ly	Bibes Gérard, Hunter Maxime, Laleu
			Sao Willy, Toigo Céline	François, Pithon Sylvie
	S.N.U.I.P.P.-F.S.U.	1	Velicitat Pierre	Schreiner Patricia

N° C.C.P.	Syndicats	Nbre de sièges	Titulaires	Suppléants
8	S.N.E.T.A.A.-F.S.U.	4	Proth Marc, Duday Jean, Grelle Gérard, Roca Sylvestre	Grenier Jacques, Bailly Michel, Reboul François, Fauchard Bernard
9	S.T.E.N.-C.G.T.	1	Petit François	Bourdais Lionel
10	S.N.E.P.-F.S.U.	2	Voisin Alain, Cougard Bernard	Chassaigne Joël, Vernier Jean-Pierre
11	A. & I.-F.E.N.	2	Jacon Josiane, Tehelura Josiane	Tsang Edouard, Labousse Hervé
12	A. & I.-F.E.N.	2	Bax de Keating Geneviève, Ellis Françoise	Grimaud Perrine, Tulhni Eliane
13	S.N.A.E.N.-F.E.N.	5	Soi Louk Maivina, Dupont Christophe, Temauri Jean, Arai Paul, Richmond Carlos, Teura Christian, Doom Monelle	Tcheou Jean-Noël, Teissier Pierre, Guilloux Rémy, Hoparau Maxime, Boosie Roland

Par arrêté n° 8053 MED du 17 décembre 1996.— Les représentants du personnel non titulaire aux commissions consultatives paritaires sont les suivants :

N° C.C.P.	Syndicats	Nbre de sièges	Titulaires	Suppléants
1	S.T.I.P.-A.E.P.-F.A.E.N.	2	Ateo Georges, Dauphin Antonina	Bougues Charles, Purou Tehani
2	S.G.E.P.- A.Tia I Mua	2	Nicolas David, Doom Tamatoa	Teariki Ralph, Barff Roland

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA RECHERCHE

Par arrêté n° 7983 MSR du 13 décembre 1996.— Les candidats mentionnés sur la liste fixée ci-après sont déclarés admis au diplôme d'Etat d'infirmier/ère après avoir réussi l'examen de la session de novembre 1996 :

- 1) Mlle Aviu Tahiatuahitu, Hina, née le 25 septembre 1974 à Papeete (Polynésie française) ;
- 2) M. Boileau Frédéric, né le 14 avril 1973 à Nîmes ;
- 3) Mlle Bringold Christina, née le 15 janvier 1974 à Nouméa (Nouvelle-Calédonie) ;
- 4) M. Guibert Lassale Pierre, né le 6 avril 1975 à Strasbourg ;
- 5) Mme Guillots épouse Nguyen Meari, née le 27 août 1971 à Papeete (Polynésie française) ;
- 6) Mlle Hanoux Marie-Bernadette, née le 30 janvier 1962 à Papeete (Polynésie française) ;
- 7) Mme Tapare épouse Horace Maire, née le 7 avril 1965 à Papeete (Polynésie française) ;
- 8) Mlle Knockaert Laurie, née le 30 septembre 1969 à Comines ;
- 9) Mlle Meignen Sandra, née le 7 octobre 1972 à Taiohae, Nuku Hiva (Polynésie française) ;
- 10) Mlle Paquier Karine, née le 7 août 1972 à Nantes ;
- 11) Mlle Parua Linda, née le 20 septembre 1971 à Papeete (Polynésie française) ;
- 12) Mme Rouet épouse Tehuioa Dorothea, née le 6 août 1964 à Papeete (Polynésie française) ;
- 13) M. Geny Alain, né le 20 octobre 1954 à Metz ;
- 14) Mlle Gotin Manuella, née le 3 janvier 1972 à Nouméa (Nouvelle-Calédonie) ;
- 15) Mme Prapotnick Patricia, née le 10 septembre 1970 à Port Villa (Nouvelles-Hébrides).

MINISTÈRE DE L'EQUIPEMENT

Par arrêté n° 8016 MEQ du 16 décembre 1996.— Est déconsignée et versée sur le compte bancaire du bénéficiaire énuméré ci-après, une partie de l'indemnité d'expropriation

relative à la parcelle expropriée de la terre Papatuaiva n° 173.

Référence cadastrale : Papatuaiva n° 173 ;

Désignation des ayants droit : M. Tu Mahuta Tefau, né le 6 juin 1930 ;

Quotités : 1/48 ;

Indemnités consignées en F CFP : 143.500 ;

Indemnités à déconsigner en F CFP : 2.989.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

Par arrêté n° 7965 MTR du 12 décembre 1996.— M. Albert Solia est autorisé à occuper pour une durée de 3 ans, renouvelable, le domaine public aéroportuaire de Nuku A Taha dans le cadre de la construction d'une maison d'habitation avec bureau pour une représentation commerciale.

La présente autorisation est particulière à M. Albert Solia et n'est transmissible à aucune autre personne physique ou morale. Toute cession ou location sera nulle de plein droit.

Les conditions d'occupation du domaine public aéroportuaire territorial par M. Albert Solia font l'objet d'un cahier des charges.

La présente occupation du domaine public aéroportuaire territorial donne lieu au versement de la redevance annuelle comme fixée par l'arrêté n° 709 CM du 8 juillet 1996.

Par arrêté n° 7966 MTR du 12 décembre 1996.— M. Christian Sachet est autorisé à occuper pour une durée de 3 ans, renouvelable, le domaine public aéroportuaire de Nuku A Taha à des fins d'habitation et de cultures.

La présente autorisation est particulière à M. Christian Sachet et n'est transmissible à aucune autre personne physique ou morale. Toute cession ou location sera nulle de plein droit.

Les conditions d'occupation du domaine public aéroportuaire territorial par M. Christian Sachet font l'objet d'un cahier des charges.

La présente occupation du domaine public aéroportuaire territorial donne lieu au versement de la redevance annuelle comme fixée par l'arrêté n° 709 CM du 8 juillet 1996.

Par arrêté n° 8013 MTR du 16 décembre 1996.— M. Teore Richard est autorisé à occuper pour une durée de 3 ans, renouvelable, l'enceinte de l'aérodrome de Nuku A Taha à des fins d'habitation et de cultures.

La présente autorisation est particulière à M. Teore Richard et n'est transmissible à aucune autre personne physique ou morale. Toute cession ou location sera nulle de plein droit.

Les conditions d'occupation du domaine public aéroportuaire territorial par M. Teore Richard font l'objet d'un cahier des charges.

La présente occupation du domaine public aéroportuaire territorial donne lieu au versement de la redevance annuelle comme fixée par l'arrêté n° 709 CM du 8 juillet 1996.

Par arrêté n° 8014 MTR du 16 décembre 1996.— M. Martin Kimitete est autorisé à occuper pour une durée de 3 ans, renouvelable, l'enceinte de l'aérodrome de Nuku A Taha pour l'exploitation commerciale d'un curios.

La présente autorisation est particulière à M. Martin Kimitete et n'est transmissible à aucune autre personne physique ou morale. Toute cession ou location sera nulle de plein droit.

Les conditions d'occupation du domaine public aéroportuaire territorial par M. Martin Kimitete font l'objet d'un cahier des charges.

La présente occupation du domaine public aéroportuaire territorial donne lieu au versement de la redevance annuelle comme fixée par l'arrêté n° 709 CM du 8 juillet 1996.

Par arrêté n° 8071 MTR du 17 décembre 1996.— A titre exceptionnel et par dérogation aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté n° 763 CM du 8 août 1994 portant octroi d'une licence d'armateur à la S.N.C. Aremiti pour un navire catamaran "Aremiti" à passagers (40 m de long) armé en deuxième catégorie, pour la desserte de Moorea, le navire Aremiti 2, affrété par le service de l'éducation, est autorisé, lors de son voyage n° 40-96 du 13 décembre 1996, à effectuer le transport des élèves scolarisés à Hao vers les atolls de Amanu, Vairaatea et Hereheretue, aux lieu et place du navire Manava 3, immobilisé à Papeete.

En complément du ramassage scolaire autorisé par arrêté n° 7964 MTR du 11 décembre 1996, le navire Aremiti 2 bénéficiera du régime d'exonération de droits et taxes pour les 10.000 litres de gazole supplémentaires, consommés par ses moteurs, pour effectuer le ramassage scolaire visé à l'article 1er.

Le transport de ces 10.000 litres de gazole supplémentaires doit recevoir l'agrément du service de la navigation et des affaires maritimes. Des opérations commerciales peuvent être effectuées dans ces atolls, sans toutefois retarder le voyage des élèves.

Le navire devra faire contrôler par les affaires maritimes sa drôme de sauvetage avant le départ, compatible avec le nombre maximum des élèves transportés, dont les identités feront l'objet d'une déclaration au service des affaires maritimes.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

DECISION MINISTERIELLE n° 550 DEF/CGA du 15 novembre 1996
nommant l'inspecteur du travail dans les armées en Polynésie française.

Le ministre de la défense,

Décide :

En application des dispositions de l'arrêté du 10 septembre 1992 (1) relatif à l'exercice des fonctions d'inspecteur du travail en Polynésie française, est nommé inspecteur du travail dans les armées en Polynésie française, à compter du 1er janvier 1997 :

M. Boutheon Pierre, officier en chef de 2e classe du corps technique et administratif de la marine.

Fait à Paris, le 15 novembre 1996.

Pour le ministre de la défense
et par délégation :

Le contrôleur général des armées
Roussot,
chef du groupe des inspections,
(signature illisible.)

(1) BOC, p. 4166 ; BOEM 405.

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

INSTITUT DE LA STATISTIQUE

INDICE DES PRIX DE DETAIL A LA CONSOMMATION FAMILIALE

Mois de novembre 1996

Base 100 - Décembre 1988

<i>Indice général</i>	112,0
— Alimentation	113,4
— Produits manufacturés	108,4
- dont habillement	95,4
- dont autres produits manufacturés	111,3
— Services	114,8

SERVICE DU CADASTRE

AVIS

En application de l'article 22 de la délibération n° 90-126 AT du 13 décembre 1990, il est porté à la connaissance du public que les sections AO, AP et AR, commune de Mataiea, sont soumises à la conservation cadastrale.

Les terres situées dans cette zone devront être identifiées dans les actes qui les concernent par les références du nouveau cadastre (commune, section, numéro de parcelle, nom de la terre, surface).

Fait à Papeete, le 21 novembre 1996.

*Le ministre du logement,
de l'aménagement du territoire
et des terres domaniales,
de l'urbanisme et des affaires foncières,
Gaston TONG SANG.*

SERVICE DE L'URBANISME

AVIS OFFICIEL N° L/96-21 AU

Le service de l'urbanisme a été saisi par M. Laris Kindynis, mandataire de M. Jean-Claude Brouillet, d'une demande d'autorisation de lotir en extension du lotissement Temae, pour 15 lots, sur les terres Teoneharuharu, Varea Iti, Varea Rahi, Toatea, sis à Teavaro, commune de Moorea-Maiao, à proximité de l'aérodrome.

Conformément aux prescriptions de l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 déterminant les modalités d'application du titre II de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961, en ce qui concerne les groupes d'habitations et les lotissements et, en particulier, en son article 5, tout propriétaire riverain pourra déposer ou adresser ses observations au service de l'urbanisme (section "Urbanisme opérationnel et construction", tél. : 46.80.28) où les dossiers peuvent être consultés.

Les observations et avis seront reçus pendant un mois à compter de la date de la présente publication.

Fait à Papeete, le 12 décembre 1996.

Pour le ministre et par délégation :

*Le chef du service de l'urbanisme
par intérim,
A. NESA.*

PERMIS DE LOTIR

(Arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961)

CERTIFICAT DE CONFORMITE N° 1761 MLA

Réf. : Arrêté n° 6310 MAE du 8 décembre 1994 ;
Arrêté n° 8035 MLA du 17 décembre 1996.

Les formalités, prévues au chapitre 1er du titre IV du code de l'aménagement de la Polynésie française, concernant la réalisation par l'O.T.H.S. du lotissement social sur une parcelle de terre dépendant du domaine Atima, sise à Mahina, cadastrée n° 174, section S, et n° 239, section R, ayant été accomplies pour les 68 lots, le présent certificat, prévu à l'article D. 143-5 du code précité, est délivré sous la responsabilité du lotisseur.

Fait à Papeete, le 17 décembre 1996.

*Le ministre du logement,
de l'aménagement du territoire
et des terres domaniales,
de l'urbanisme et des affaires foncières,
Gaston TONG SANG.*

ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES MARQUISES POUR LE MOIS DE NOVEMBRE 1996

COMMUNE DE HIVA OA

Travaux autorisés le 4 novembre 1996

N° 141-96 MLA.AU.MAR., Mlle Poepoeani Anne, parcelle du lot 7 de la terre Kiuona sise à Atuona, une maison d'habitation MTR 54 m² ;

N° 142-96, Mlle Poepoeani Angéline, parcelle du lot 4 de la terre Kiuona sise à Atuona, une maison d'habitation MTR 54 m² ;

N° 143-96, Mlle Anihia Moevai, parcelle A5 de la terre Vahanekua, n° 2060 à n° 2062, sise à Hanaiaapa, une maison d'habitation MTR 54 m² ;

N° 144-96, Mlle Bonno Catherine, parcelle du lot n° 10 de la terre Tekohetaa, sise à Atuona, une maison d'habitation MTR 54 m² ;

N° 145-96, M. Chimin Nicolas, parcelle de la terre Kaaea sise à Atuona, une maison d'habitation MTR 54 m² ;

N° 146-96, M. O'Connor Paul, parcelle du lot n° 11 du lotissement Taaoa, sis à Taaoa, une maison d'habitation MTR 54 m² ;

N° 147-96, M. Piokoe Louis, parcelle de la terre Vaioohe, n° 54, sise à Puamau, une maison d'habitation MTR 54 m² ;
N° 149-96, Mlle Chimin Marielle, parcelle du lot n° 17 de la terre Tekohetaa sise à Atuona, une maison d'habitation MTR 54 m² (prorogation de délai).

Travaux autorisés le 25 novembre 1996

N° 152-96 M.L.A.U.M.A.R., M. Mendiola Jean-Jacques, parcelle de la terre Pikua-Pehi n° 2128, sise à Atuona, une maison d'habitation MTR 54 m² ;

N° 153-96, M. Jamet Alain, représentant l'association "Les Témoins de Jéhovah", parcelle de la terre Tekohetaa n° 1614 sise à Atuona, un mur de soutènement ;

N° 154-96, M. Mercier Thierry, parcelle de la terre Tehutu, n° 2600, sise à Taaoa, un camping ;

N° 155-96, Mme Kokauani Marguerite, parcelle de la terre Tekohetaa, n° 1612, sise à Atuona, une maison d'habitation MTR 54 m² ;

N° 156-96, M. Taura Quentin, parcelle de la terre Tekohetaa, n° 1641, sise à Atuona, une maison d'habitation MTR 54 m² ;

N° 157-96, M. Tohuhutohetia Francis, parcelle de la terre Pepeu, n° 2066, sise à Atuona, une maison d'habitation MTR 54 m² ;

N° 158-96, M. et Mme Teapuaoteani, parcelle de la terre Makemake, n° 2143, sise à Atuona, une maison d'habitation (prorogation de délai et agrandissement façades) ;

N° 159-96, M. Rohi Lucien et Mlle Tahutini Marie, parcelle du lot n° 17 du lotissement Paepaenui, n° 2633, sis à Atuona, une maison d'habitation Fare de France ;

N° 160-96, M. et Mme Teikioti Louis et Florence, parcelle de la terre Niuniukua, n° 2153, sise à Atuona, une maison d'habitation MTR 72 m² ;

N° 161-96, M. et Mme Tipahachae Alfred et Marie-Claire, parcelle de la terre Huehue, n° 84, sise à Puamau, une maison d'habitation MTR 72 m² ;

N° 162-96, Mlle Rauzy Christiane et M. Liser Félix, parcelle de la terre "domaine Rauzy", n° 2386, une maison d'habitation MTR 54 m².

COMMUNE DE UA HUKA

Travaux autorisés le 4 novembre 1996

N° 150-96 M.L.A.U.M.A.R., Mlle Drollet Taiana, parcelle de la terre Puatatau, n° 51, sise à Vaipae, extension d'un bâtiment à usage de snack.

COMMUNE DE UA POU

Travaux autorisés le 25 novembre 1996

N° 151-96 M.L.A.U.M.A.R., M. Ah Lo Tupa, parcelle A de la terre Paeka, n° 238, sise à Haakuti, une maison d'habitation.

COMMUNE DE TAHUATA

Travaux autorisés le 25 novembre 1996

N° 163-96 M.L.A.U.M.A.R., M. Timau Jules, parcelle de la terre Tekouhau (partie), n° 406, sise à Hapatoni, une maison d'habitation MTR 54 m² ;

N° 164-96, M. Tauhiro Thierry, parcelle de la terre Hakapehi, n° 392, sise à Hapatoni, une maison d'habitation MTR 54 m² ;

N° 165-96, Mme Taiapuoho Denise, parcelle de la terre Anatitaamioi-Ahieve, n° 17, sise à Motopu, une maison d'habitation MTR 72 m² ;

N° 166-96, M. Animioi Nicolas, parcelle de la terre "Cion Konihi", n° 586, sise à Vaitahu, une maison d'habitation MTR 72 m² (prorogation de délai) ;

N° 167-96, Mme Fii Thérèse, parcelle de la terre "Cion Konihi", n° 586, sise à Vaitahu, une maison d'habitation MTR 72 m² (prorogation de délai) ;

N° 168-96, M. Vaki Augustin, parcelle de la terre "Cion Konihi", n° 586, sise à Vaitahu, une maison d'habitation MTR 72 m² (prorogation de délai).

COMMUNE DE NUKU HIVA

Travaux autorisés le 4 novembre 1996

N° 148-96 M.L.A.U.M.A.R., M. Bangelina-Niotiu Pierre, parcelle du lot n° 13 du lotissement Haumaee sis à Taiohae, une maison d'habitation MTR 54 m² (prorogation de délai).

Travaux autorisés le 27 novembre 1996

N° 169-96 M.L.A.U.M.A.R., M. Haiti Stanislas, parcelle du lot 6 de la terre Mahinatea, sise à Taiohae, une maison d'habitation MTR 54 m² (prorogation de délai et changement d'implantation) ;

N° 170-96, Mme Haiti Bernadette, parcelle du lot n° 4 de la terre Tuepoepo, sise à Taiohae, prorogation de délai d'un local à usage de curios ;

N° 171-96, Mlle Taupotini Marie-Yolinda, parcelle du lot n° 17 du lotissement Paehaa sis à Taiohae, une maison d'habitation MTR 54 m² ;

N° 172-96, M. Otto Mathurin, parcelle 3 de la terre Kaiavaiki 2 sise à Taipivai, une maison d'habitation MTR 72 m² ;

N° 173-96, M. Taupotini Bernard, parcelle A de la terre Tapuama, n° 112, sise à Taiohae, une maison d'habitation ;

N° 174-96, M. Barsinas Roger, parcelle du lot n° 8 de la terre Kohuhunui sise à Taiohae, une maison d'habitation MTR 72 m² ;

N° 175-96, Mme Peterano Diana Lolita, parcelle du lot n° 3 de la terre Teapka-Teieitao-Heani sise à Aakapa, une maison d'habitation MTR 54 m² ;

N° 176-96, M. Falchetto Alfred, parcelle du lot n° 2 du lotissement Paehaa, sis à Taiohae, une maison d'habitation MTR 54 m² ;

N° 177-96, M. Tetohu William, parcelle du lot n° 13 du lotissement Paehaa, sis à Taiohae, une maison d'habitation MTR 54 m² ;

N° 178-96, Mme Puhetini Sophronie, parcelle du lot n° 11 de la terre Pahumano, sise à Hatiheu, une maison d'habitation MTR 54 m² ;

N° 179-96, M. Tata Thomas, parcelle de la terre Kahei 1, n° 204, sise à Taipivai, un bungalow ;

N° 180-96, M. Huukena Damien, parcelle du lot n° 43 du lotissement Taukua sis à Taiohae, agrandissement à usage de garage d'une maison d'habitation ;

N° 181-96, Mlle Ollier Pascale, parcelle du lot n° 5 de la terre Kohunui sise à Taiohae, une maison d'habitation ;

N° 182-96, M. le maire de la commune de Nuku Hiva, parcelle de la terre Vainaho, sise à Taiohae, une caserne de pompiers.

SERVICE DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES

ENQUETE PUBLIQUE

AVIS D'ENQUETE N° 2301-96 AA

Conformément aux dispositions de l'arrêté modifié n° 896 APA du 27 juin 1952 portant réglementation de l'ins-

tallation des bals publics et dancings, sur une demande formulée par M. Gérard Piolat, en vue d'obtenir l'autorisation de diffusion publique musicale au restaurant "Tropical Iceberg, Le Dauphin" sis au centre commercial "Le petit Village" à Haapiti (Moorea-Maiao).

Une enquête est ouverte pour une durée de 15 jours à compter de la parution du présent avis au J.O.P.F.

Cette installation comprendra les matériels suivants :

- 1 tuner "Yamaha" T 460 ;
- 1 amplificateur "Luxman" L 114 A (2 x 100 watts) ;
- 1 stéréo cassette "Alpine" AL-55 ;
- 1 minichaine "Sharp" GF CD 55 (2 x 50 watts).

Le dossier pourra être consulté auprès du service des affaires administratives, qui recueillera par écrit, tous les avis, observations ou oppositions qui pourront se manifester pendant la durée de l'enquête.

L'intéressé veillera à préciser ses nom, prénoms et adresse.

Les avis, observations ou oppositions pourront aussi être expédiés au service des affaires administratives, B.P. 88, Papeete (Tahiti).

ENQUETE PUBLIQUE

AVIS D'ENQUETE N° 2078-96 AA

Conformément aux dispositions de l'arrêté modifié n° 896 APA du 27 juin 1952 portant réglementation de l'installation des bals publics et dancings, sur une demande formulée par M. Gilles Rouxel, en vue d'obtenir l'autorisation de diffusion publique musicale au restaurant "Apetahi" sis à Pirae.

Une enquête est ouverte pour une durée de 15 jours à compter de la parution du présent avis au J.O.P.F.

Cette installation comprendra les matériels suivants :

- 1 amplificateur stéréo de 300 watts par canal ;
- 1 table de mixage son ;

- 1 vidéo-laser Karaoke Pionner ;
- 4 téléviseurs Sony Trinitron ;
- 10 enceintes JBL 25 cm x 15 cm x 15 cm d'une puissance admissible de 120 watts.

Le dossier pourra être consulté auprès du service des affaires administratives, qui recueillera par écrit, tous les avis, observations ou oppositions qui pourront se manifester pendant la durée de l'enquête.

L'intéressé(e) veillera à préciser ses nom, prénoms et adresse.

Les avis, observations ou oppositions pourront aussi être expédiés au service des affaires administratives, B.P. 88, Papeete (Tahiti).

ENQUETE PUBLIQUE

AVIS D'ENQUETE N° 2057-96 AA

Conformément aux dispositions de l'arrêté modifié n° 896 APA du 27 juin 1952 portant réglementation de l'installation des bals publics et dancings, sur une demande formulée par M. Bernard Procureur, en vue d'obtenir l'autorisation de diffusion publique musicale au restaurant "Le Pêcheur" sis à Maharepa.

Une enquête est ouverte pour une durée de 15 jours à compter de la parution du présent avis au J.O.P.F.

La diffusion musicale sera effectuée par un orchestre polynésien.

Le dossier pourra être consulté auprès du service des affaires administratives, qui recueillera par écrit, tous les avis, observations ou oppositions qui pourront se manifester pendant la durée de l'enquête.

L'intéressé(e) veillera à préciser ses nom, prénoms et adresse.

Les avis, observations ou oppositions pourront aussi être expédiés au service des affaires administratives, B.P. 88, Papeete (Tahiti).

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

Etude de Me Bernard BRUGGMANN,
Notaire à Papeete, 11, avenue Bruat

Suivant acte demeuré au rang des minutes de Me Bernard BRUGGMANN, notaire à Papeete, le 13 décembre 1996, il a été constitué une société civile dont les caractéristiques principales sont les suivantes :

Dénomination : Société civile "HAARIMEA".
Siège : Faaa, Pamatai (B.P. 3511, Papeete).
Durée : 99 années.

Objet : En Polynésie française, l'acquisition, la mise en valeur, l'administration, l'exploitation, la prise à bail, la location en totalité ou en partie de tous immeubles bâtis ou non bâtis.

Capital social : 100.000 F CFP, divisé en 50 parts de 2.000 F CFP chacune, numérotées de 1 à 50 entièrement souscrites et libérées, et attribuées à chaque associé en représentation de son apport.

Gérance : M. Wing Sang dit Ah Foussan LY WONG YOU, commerçant, demeurant à Fare (Huahine) ou B.P. 19, Fare, et M. Jean Antoine Etienne VALS, expert, demeurant à

Faaa, Pamatai, ainsi que M. Jimmy LO WING, gérant de société, demeurant à Fare (île de Huahine), nommés aux termes des statuts.

Parts sociales : Les parts sont librement cessibles entre associés et au profit de conjoints, ascendants ou descendants d'associés ; elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la gérance.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés tenu par le greffe du tribunal mixte de commerce de Papeete.

Pour avis,
Me Bernard BRUGGMANN.

CASH AND CARRY
S.A.R.L. au capital de 50.000.000 F CFP
Siège social : Faaa, P.K. 3, Ileuditi Auae
R.C.: PAPEETE n° 2674-B

I - Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale mixte de la S.A.R.L. CASH AND CARRY, en date du 28 juin 1996, le capital social a été augmenté d'une somme de *cinquante millions de francs CFP*, pour être porté de 50.000.000 à 100.000.000 de francs CFP, par augmentation de la valeur nominale des parts qui a été élevée de *dix mille francs CFP* à *vingt mille francs CFP*, à libérer intégralement par incorporation du report à nouveau à due concurrence.

Les articles 6 et 7 des statuts relatifs aux apports et au capital social ont été modifiés en conséquence.

Modification des mentions soumises à publicité

Ancienne mention
Article 7.— Capital social

Le capital social est fixé à la somme de *cinquante millions de francs CFP*. Il est divisé en cinq mille parts de *dix mille francs CFP* chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 5.000.

Nouvelle mention
Article 7.— Capital social

Le capital social est fixé à la somme de *cent millions de francs CFP*. Il est divisé en cinq mille parts de *vingt mille francs CFP* chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 5.000.

II - Aux termes d'une délibération de ladite assemblée générale mixte du 28 juin 1996, M. Louis LOUX, demeurant à Punaauia, a été nommé en qualité de troisième gérant.

III - Egalement aux termes d'une délibération de ladite assemblée générale, a été nommée en qualité de commissaire aux comptes suppléant, Mme Véronique CHAINE, expert-comptable, demeurant à Punaauia, pour la durée restant à courir du mandat du commissaire aux comptes titulaire, qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui approuvera les comptes de l'exercice 2000.

Pour avis,
La gérance.

Dominique ANTZ - Avocat

Par jugement du tribunal civil de première instance de Papeete daté du 11 décembre 1996, a été homologué l'acte authentique reçu par Me Bernard BRUGGMANN, notaire à Papeete, au terme duquel M. Guy DECUYPER, retraité, et son épouse née Lucette FAURE, retraitée, demeurant, le premier à Mahina, île de Tahiti (Polynésie française), la seconde 6, place Maréchal-Juin, résidence Saint-Hubert 06140 VENCE (FRANCE), ont déclaré adopter le régime de la séparation de biens au lieu et place du régime de la communauté légale de biens sous lequel ils étaient placés, ayant été mariés initialement sous le régime de la communauté légale de biens tel qu'il est établi par les articles 1536 à 1541 du code civil.

Pour extrait,
Me Dominique ANTZ.

Me Bruno LOYANT - Avocat

**HOMOLOGATION DE CHANGEMENT DE REGIME
MATRIMONIAL**

Par jugement n° 2106-1767 en date du 11 décembre 1996, le tribunal civil de première instance de Papeete a homologué l'acte authentique reçu par Me Alexandre CORMIER, notaire à Papeete, le 11 mars 1996, au terme duquel M. Charles, Antoine CONTAL, prothésiste dentaire, et Mme Isabelle, Marie, Geneviève BONNAFOUX, son épouse, déléguée médicale, demeurant ensemble à Pamatai-Faa'a (Tahiti), ont déclaré renoncer au régime de la communauté légale qui était le leur pour adopter le régime de la séparation de biens tel qu'il est établi par les articles 1536 à 1543 du code civil.

Pour extrait,
Me Bruno LOYANT.

TAHITI LONG LINE ACTIVITIES
en abrégé TALLASSA

Société anonyme au capital de 50.500.000 F CFP
Siège social : PIRAE, lotissement AUTE II, lot 31
R.C.S. PAPEETE : 4651 B

Suivant délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 6 juin 1996, il a été décidé :

- d'augmenter le capital de 40.000.000 F CFP pour le porter ainsi de 50.500.000 F CFP à 90.500.000 F CFP, par émission au pair de 20.000 actions nouvelles de 2.000 F CFP chacune,
- puis de le réduire de 90.500.000 F CFP à 4.751.250 F CFP.

La réalisation définitive des augmentations et réductions de capital a été constatée par délibération du conseil d'administration en date du 14 décembre 1996.

Il en résulte les modifications suivantes aux mentions antérieurement publiées.

Ancienne mention
Le capital social est fixé à la somme de 50.500.000 F CFP.

Nouvelle mention
Le capital social est fixé à la somme de 4.751.250 F CFP.

Le dépôt légal sera effectué au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

*Pour avis,
Le représentant légal.*

Mes LIU-BOULOC et HERRMANN-AUCLAIR
Avocats

Par requête du 18 décembre 1996, M. Alain Gérard LEVERD, contrôleur à la Caisse de prévoyance sociale, né le 8 mars 1941 à Papeete (Tahiti), et Mme Maria Carmela LYONS CABALLERO, son épouse, née le 9 septembre 1942 à Bellavista-Callao (Pérou), sans profession, demeurant ensemble à Pirae, Fare Rau Ape, ont sollicité de M. le Président du tribunal civil de première instance de Papeete, l'homologation du régime de la communauté universelle qu'ils ont convenu d'adopter suivant acte reçu par Me Bernard BRUGGMANN, notaire à Papeete, le 21 novembre 1996, enregistré à Papeete le 27 novembre 1996, folio 146, bordereau 4056/1, aux lieu et place du régime de séparation de biens qui était le leur.

*Pour extrait,
O. HERRMANN-AUCLAIR.*

Dominique ANTZ, avocat

Par assemblée générale extraordinaire du 14 septembre 1996, Mme Alice ANTZ a décidé de mettre fin à l'E.U.R.L. ALICE PARFUMERIE à compter du 31 décembre 1996.

L'E.U.R.L. sera dissoute à cette date et, pour les besoins de la liquidation, Mme Alice ANTZ est désignée liquidateur.

Dominique ANTZ.

ANNONCES DIVERSES

COOPERATIVE TETIAMANA (C.J.A. DE HITIAA O TE RA)

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(4 octobre 1996)

Président	: DOUDOUTE Yves
Secrétaire	: TAVITA Viviane
Trésorier	: UTIA Uria
Membres	: TEIRI Ferdinand ELLIS Rongo UTIA Moea

**COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE MATERNELLE
HUI TAMA DE TAUTIRA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(12 décembre 1996)

Président	: MARITERAGI William
Vice-présidente	: TOOFA Johanna
Secrétaire	: TARUOURA Régina
Secrétaire adjointe	: TUPAI Teuo
Trésorière	: PECKETT Lydie
Trésorière adjointe	: TIAEHAU Joséphine

PROMO SANTE TAHITI ITI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(9 septembre 1996)

Président	: CHEE A YEE Antonio
Secrétaire	: LANNUZEL Yves
Trésorier	: DUPONT Vincent
Assesseurs	: CHANFOUR Blanche GAUGIN Jean-Paul

ASSOCIATION ROHI HAU NO ARUE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(14 décembre 1996)

Président	: URARII Tutea
Vice-président	: HIRO Tavi
Secrétaire	: TEURUARII Linda
Secrétaire adjointe	: FAATO A Aurora
Trésorière	: AH YUN Carole
Trésorière adjointe	: VIRASSAMY Manuela

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE POTII

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(9 décembre 1996)

Président	: SOUFFET Jean-Claude
Vice-président	: AFO William
Secrétaire	: TOKORAGI Anne
Secrétaire adjointe	: POHEMAI Christiane
Trésorière	: MARURAI Joséphine
Trésorière adjointe	: TANEMATEA Tiare

ASSOCIATION UNA UNA RAU I TOAHOTU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(9 novembre 1996)

Président d'honneur	: TEVAEARAI Faurai
Présidente	: UTIA Nadia
Secrétaire	: TEVAEARAI Pascal
Secrétaire adjointe	: PUA Augustine
Trésorier	: HUTAPU Anona
Trésorier adjoint	: TEURAVEHE François

**AMICALE DES AGENTS, SURVEILLANTS
ET PERSONNELS ADMINISTRATIFS
DU LYCEE PAUL-GAUGUIN
ET DU COLLEGE DE TIPAERUI**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(6 novembre 1996)

Présidents d'honneur	: RAUCH Olivier MANDELERT Marie-Claude
Président	: LOCK FUI Raphaël
Vice-président	: TAUHIRO Olivier
Secrétaire	: TEROROTUA Maïté
Secrétaire adjointe	: SHIRO-ABE Gina
Trésorière	: COTRONEO Jeanne
Trésorière adjointe	: KUO Yvette
Commissaires aux comptes	: RICARD Chantal VAURY Alain
Assesseurs	: GETIN Rose-Marie TAAREA Isaac TAMU Amota VOIRIN Suzanne

LIGUE MARQUISIENNE DE PIROGUE**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(26 octobre 1996)

Président	: TAATA Alexandre
Vice-présidents	: TEAROA Teddy KLIMA Rudla OHU Nestor
Secrétaire	: TEHAAMOANA Louise
Trésorier	: TAUPOTINI Gustave
Trésorier adjoint	: TUIHO Richard
Commissaires aux comptes	: TEATIU Napoléon BRUNEAU Edouard

ASSOCIATION SPORTIVE MANASE DE TUBUAI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(13 octobre 1996)

Président d'honneur	: PATHI Philippe
Président	: YIENG-KOW Vetea
Vice-présidents	: TIATIA Sébastien YIENG-KOW Guy
Secrétaire	: KATUPA Nêkie
Secrétaire adjointe	: PATHI Maire
Trésorier	: TAMAITITAHIO Edouard
Trésorière adjointe	: PATHI Manuela
Commissaire aux comptes	: YIENG-KOW Justine
Conseiller technique	: TUPEA Claude
Infirmières	: HAUATA Colette PATHI Eulalie TUPEA Natira

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DE L'ECOLE DE HAUTI****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(4 novembre 1996)

Président	: BUCHIN Ricardo
Vice-président	: TINOMOE Philippe
Secrétaire	: TAPUTU Angéline
Secrétaire adjointe	: MAROANUI Tarue
Trésorière	: FAUA Béatrice
Trésorière adjointe	: MAROANUI Clarita
Asseseurs	: TERITETOOFA Manola TETARONIA Rosalie TUNUTU Eliane MAROANUI Diana

**COOPERATIVE SCOLAIRE
DE L'ECOLE PRIMAIRE PUBLIQUE VAITAHE****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(26 novembre 1996)

Président	: RONGOMATE Augustin
Vice-présidente	: BOUBEE Eliane
Secrétaire	: DOOM Manuarii
Secrétaire adjointe	: HART-REID Maina
Trésorier	: GUILLOUX Jean-Marc
Trésorier adjoint	: BECQUET Mildred
Commissaires aux comptes	: LEMAIRE Auguste ARUTAHU Lorraine RATIA Serge IHORAI Poema DOUCET Leilanie

FLYING TOASTER**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(26 octobre 1996)

Président	: FULLER Gilles
Vice-président	: WILLEMIN Franck
Secrétaire	: BEYLLIER Thierry
Secrétaire adjoint	: TEIHOTAATA Alberic
Trésorier	: GOUPIL Guillaume
Responsable des sites	: CHONG Jean-Marc

PARA-CLUB DE TAHITI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(6 décembre 1996)

Président	: LEGRANDJACQUES Pascal
Vice-président	: MOSSUZ Michel
Secrétaire	: MARIASSOUCÉ Andréa
Trésorière	: PROUST Isabelle

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE DE AFAREAITU**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(8 octobre 1996)

Président	: BARRIER Jean-Pierre
Secrétaire	: ALBERT Patrick
Secrétaire adjoint	: TOROMONA John
Trésorière	: NENA Emeline
Trésorière adjointe	: COLLET Virginia

**TAMARII OPOA
Anciennement dénommée
TOMITE TAURUA NO OPOA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(5 août 1996)

Présidents d'honneur	: ATA Armand TEPU Adrien
Président	: PUNAA Epheraïma
Vice-président	: TARAUNU Gustave
Secrétaire	: PUNAA Rose
Secrétaire adjointe	: HEIATA Lili
Trésorière	: ATA Sophie
Trésorière adjointe	: PUNAA Adlina

AMICALE DES SECOURISTES DE MOOREA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(13 août 1996)

Président	: GRILLET Pascal
Vice-président	: RENVOYE Jeff
Secrétaire	: BYOT Philippe
Secrétaire adjointe	: MOUSSON Rotina
Trésorière	: GARATE Josiane
Trésorier adjoint	: IENFA Frédéric
Responsable des stages	: HOKAUPOKO Jean-Michel
Responsables poste secours	: HOKAUPOKO Jean-Michel MURA Henri
Asseseurs	: TEREVAURA Tunia THEROUX Hélène TAUMIHAIU Paloma

**COMITE TERRITORIAL DES SPORTS - DELEGUE LOCAL
DE RURUTU****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(5 décembre 1996)

Président	:	TEINAORE David
Vice-présidente	:	TEAUROA Ariera
Secrétaire	:	MATEAU Gwenola
Secrétaire adjointe	:	TEVITA Iné
Trésorier	:	TEURUARI Terii
Trésorier adjoint	:	VANNA Jeffery dit "Pa"
Commissaires aux comptes	:	MAARO Edwin dit "Rita"
	:	TEUIRA Michel

CANTINE SCOLAIRE DE VAIRAO**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(10 décembre 1996)

Présidente	:	MAITERE Hinano
Vice-président	:	MANEA Lovine
Secrétaire	:	FAAITE Esther
Secrétaire adjointe	:	AFO Roberta
Trésorière	:	TEVAEARAI Henriette
Trésorière adjointe	:	FAOA Amérika

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DES ECOLES
PRIMAIRES ET MATERNELLES DE AFAREAITU****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(2 décembre 1996)

Présidents d'honneur	:	DEANE Alfred
	:	BARRIER Jean-Pierre
Présidente	:	KECK Elsa
Vice-président	:	ARAPARI Johnny
Secrétaire	:	MIHINOVA Véroline
Secrétaire adjointe	:	RAUFAIA Heifara
Trésorière	:	TOROMONA Eline
Trésorière adjointe	:	PAULET Rose

**SYNDICAT PROFESSIONNEL DE LA STATION
DE PILOTAGE DES ILES DE LA SOCIETE
Anciennement dénommé
SYNDICAT PROFESSIONNEL DE LA STATION
DE PILOTAGE DE PAPEETE***Modification des statuts*
(13 août 1996)

Le siège social du Syndicat est établi à Papeete, B.P. 9073
Motu Uta, 98715 Papeete.

Le Syndicat a pour objet :

- d'étudier et de défendre, sur un plan général, les intérêts économiques et professionnels du pilotage et des pilotes de la station ;
- de participer à l'étude ou à l'élaboration des textes portant règlement général, locaux et intérieurs de la station conformément aux dispositions réglementaires.

Le Syndicat a pour but d'assurer :

- en qualité d'exploitant et de gérant de la station, l'encaissement, la répartition et la gestion des recettes brutes du pilotage suivant les dispositions du règlement intérieur financier de la station ;
- l'exploitation, à titre collectif, de l'ensemble du matériel (meubles et immeubles) nécessaire au fonctionnement du service assuré par la station de pilotage et se rapportant, entre autres, à :
 - l'entretien, la transformation, l'amélioration, le remplacement et le renouvellement du matériel ;
 - la prise en charge de toute construction ;
 - l'achat du matériel approprié et la vente de celui devenu impropre à son usage ;
 - la direction et le recrutement du personnel, dans la mesure et suivant les conditions prévues aux règlements intérieurs de la station.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(2 février 1995)

Président	:	AMARU Ollivier
Secrétaire-trésorier	:	VOIRIN François
Membres	:	BLOUIN Edgar
	:	CERAN-JERUSALEM Daniel

A LA DÉCOUVERTE DE MORLAIX

(Révisé n° 1026-96 DRCL/A du 19 décembre 1996)

Extraits de statuts

L'association dite "A la découverte de Morlaix", fondée le jeudi 5 décembre 1996, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet l'organisation, le financement et la réalisation d'une classe de découverte en Métropole pour la classe de CM1 de l'école élémentaire protestante de Taunua.

Elle a son siège social à l'école élémentaire protestante de Taunua, B.P. 49, Papeete.

Sa durée est limitée à 2 ans.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	:	TANÉPAU Mélanie
Vice-présidente	:	JACQUET Dallas
Secrétaire	:	LE MASSON Yveline
Secrétaire adjointe	:	TARATI Evelyne
Trésorier	:	BABIN Denis
Trésorier adjoint	:	NOUVEAU Hubert

TAATIRAA TAORAA RAA PORO NO PIRAE

(Révisé n° 1019-96 DRCL/A du 20 décembre 1996)

Extraits de statuts

L'association dite "TAATIRAA TAORAA RAA PORO NO PIRAE", créée le 9 décembre 1996, a pour objet la pratique de l'éducation physique et des sports.

Sa durée est illimitée.

Elle a son siège à Pirae, quartier Tuterai-Tane.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: HEITAA Gustave
Vice-président	: MARUAE Apera
Secrétaire	: TAAROA Elta
Secrétaire adjointe	: MAIRE Tepehuarii
Trésorier	: FATUPUA Merehau
Trésorier adjoint	: MAHAI Ernest

FEDERATION DES HERITIERS PROPRIETAIRES
DE L'ATOLL DE TUPAI

(Récépissé n° 1015-96 DRCL/A du 20 décembre 1996)

Extraits de statuts

Il est fondé le 30 octobre 1996, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et les lois subséquentes dénommée "FEDERATION DES HERITIERS PROPRIETAIRES DE L'ATOLL DE TUPAI".

L'association a pour objet de rassembler l'ensemble des héritiers propriétaires de l'atoll de "Tupai", les personnes physiques ou morales, de défendre et protéger leurs intérêts communs devant toute administration et juridiction, locale, nationale et internationale, faire tout ce qui est nécessaire afin de rétablir toute la lumière sur la qualité des propriétaires en vue de leur rendre l'atoll de Tupai, et de participer à des manifestations destinées à récolter les fonds nécessaires pour la réalisation des présents.

Le siège social de l'association est fixé à Faa'a, P.K. 4,900, côté montagne, route de l'ancienne mairie, au domicile du président. Il pourra être changé sur simple décision du bureau directeur.

La durée de l'association est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TERITEHAU Robert
Vice-président	: APATOFA Ape
Secrétaire	: TUNUTU Ana
Secrétaire adjoint	: TERITAUMIHAU Albert
Trésorier	: JACKY Véro
Trésorier adjoint	: LY Alexandre
Commissaires aux comptes	: MAI Tetua TARUOURA Taniera PITO Claudine AMARU Gustave TERINOHO Mino TALAAU Mauri VAIHO Vanaa TETAUIRA Nestor CHENU Marie PATITUA Tetuaiteroi MEITAI Faitohia TINORUA Mireta VAITAHE Mauhine MIRIAMA Amaru EBB Philippe TUPU Olga UEVA Apitua

ASSOCIATION SPORTIVE MATAIEA FOOTBALL CLUB

(Récépissé n° 1031-96 DRCL/A du 20 décembre 1996)

Extraits de statuts

L'association sportive dite "A.S. MATAIEA FOOTBALL CLUB", fondée le 7 novembre 1996, a pour objet de mettre en place et de favoriser la pratique des activités physiques et sportives et en particulier celle du football. Elle organise également les activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre les membres de l'association. Sa durée est illimitée.

L'A.S. MATAIEA FOOTBALL CLUB a son siège social à la mairie de Teva I Uta, Mataiea, B.P. 15061 Mataiea. Il pourra être transféré par simple décision du comité directeur, la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: DOOM Tamatoa
Vice-président	: WONG Jean-François
Secrétaire	: VAN BASTOLAER Corinne
Secrétaire adjoint	: HITIURA Emile
Trésorier	: GERMAIN René
Trésorier adjoint	: ROBSON Hugues
Commissaire aux comptes	: VERGHNES Clément

ASSOCIATION ATIIRI

(Récépissé n° 969-96 DRCL/A du 11 décembre 1996)

Extraits de statuts

L'association, dite "ATHIRI", fondée le 7 novembre 1996, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet :

- l'aide en faveur des jeunes de Taunoo à Papeete ;
- l'organisation de manifestations sportives et culturelles ;
- le développement d'activités d'insertion des jeunes et notamment l'aide au placement dans les entreprises.

Elle a son siège social au domicile du président, M. Kaky Nauta, Taunoo, servitude Pékin, quartier Mapakoi, tél. : 41.39.14.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: NAUTA Matoa, dit Kaky
Vice-président	: TAHUTINI Viriamu
Secrétaire	: FAANA Dorothea
Secrétaire adjointe	: AMARU Marie
Trésorière	: AVAEMAI Iris
Trésorier adjoint	: TERIIPAIA Alexandre
Assesseurs	: FAANA Teva SUHAS Robert MAPAKOI Marie-Hélène

COOPERATIVE DE L'INTERNAT DU C.S.P DE ATUONA

(Récépissé n° 895-96 DRCL/A du 29 novembre 1996)

Extraits de statuts

A compter du 14 novembre 1996, a été créée au Centre scolaire primaire de Atuona, Hiva Oa, Marquises, une coopérative de l'internat du C.S.P. régie par la loi du 7 juillet 1901.

Sa durée est illimitée.

La coopérative de l'internat a pour objet principal la gestion de l'hébergement des élèves en pensionnat.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TERME René
Secrétaire	: FREBAULT Esther
Trésorier	: ANIHIA Harevaa
Commissaires aux comptes	: CLARK Romain BONNO Feiaupu

ASSOCIATION TUARII A FAREEA

(Récépissé n° 996-96 DRCL/A du 16 décembre 1996)

Extraits de statuts

Il a été constitué le 2 novembre 1996 entre tous les adhérents aux présents statuts, une association à but non lucratif, régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'association a pour but :

- de regrouper et resserrer les liens familiaux et de défendre tous les intérêts des propriétaires, copropriétaires et ayants droit de la Polynésie française ;
- d'œuvrer pour la recherche, la reconnaissance et le respect de l'identité familiale ;
- d'informer tous les propriétaires, copropriétaires et ayants droit des dangers que peuvent présenter les ventes, voire même les locations de parcelles de terre dans les îles de la Polynésie française ;
- de clarifier toutes les situations généalogiques, foncières et conventionnelles à travers des démarches auprès des pouvoirs publics pour la reconnaissance du droit de propriété des adhérents conformément aux lois, textes et règlements en vigueur en Polynésie française.

L'association a pour dénomination "TUARII A FAREEA".

La durée de l'association est illimitée. Son siège se trouve à Pueu, Tahiti, au domicile de Taerea Fareea et peut être transféré en tout autre lieu sur simple décision du comité directeur. Sa boîte postale est le 100 Papeete, c/o Taerea Maximilien.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TAAREA Maximilien
Vice-présidente	: ADAMS Hélène
Secrétaire	: HOAREAU Joselyne
Trésorier	: TAAREA Patrice

ASSOCIATION CONSORTS TOM SING VIEN

(Récépissé n° 918-96 DRCL/A du 4 décembre 1996)

Extraits de statuts

L'association de défense et recherche des biens immobiliers "CONSORTS TOM SING VIEN", fondée le 12 novembre 1996, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet de favoriser la recherche et la sauvegarde des terres des susnommés et créer un lien d'amitié et de solidarité entre les descendants et alliés. Ses moyens sont l'organisation de réunions culturelles et socio-éducatives.

Elle a son siège social dans la commune de Hitiaa O Te Ra, Mahaena, P.K. 32,600, côté montagne, B.P. 1404 Papeete.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente d'honneur	: TOM SING VIEN Claire-Hélène
Président	: TOM SING VIEN Anthony
Vice-président	: TOM SING VIEN Raiatua
Secrétaire	: HAUMANI Marcelle
Secrétaire adjointe	: TOM SING VIEN Geneviève
Trésorier	: TOM SING VIEN Jean-Pierre
Trésorière adjointe	: AA Marie-Lysianne
Commissaire aux comptes	: AA Alexis
Assesseurs	: TOM SING VIEN Albert TOM SING VIEN Sophie ARAPARI Elvina

TAUREA NO PAPARA NUI

(Récépissé n° 1012-96 DRCL/A du 19 décembre 1996)

Extraits de statuts

L'association, dénommée "TAUREA NO PAPARA NUI", fondée le 26 novembre 1996, a pour objet de rassembler la jeunesse de Papara afin d'être une structure de réflexion, d'analyse, de communication, d'information et d'action pour agir dans les domaines suivants :

- l'emploi, le social et la formation ;
- les manifestations sportives et culturelles ;
- l'environnement.

Sa durée est illimitée.

Elle a son siège social à Papara, P.K. 30,5, côté mer. Il pourra être transféré par simple décision du bureau directeur qui sera ratifiée par l'assemblée générale.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: HIRA Marie
Vice-présidents	: HOLOZET Christophe LAUGHLIN Enock TAPUTUARAI Gabriel
Secrétaire	: HIRIHIRI Francine
Secrétaire adjointe	: HOPUARE Taina
Trésorier	: TAATA Jacques
Trésorier adjoint	: FAATOA Abel
Commissaire aux comptes	: LAI Gaspard

AVIS RELATIF AU 2^e TIRAGE DU LOTO N° 679 DU MERCREDI 25 DECEMBRE 1996

Les sommes non attribuées, en raison de l'absence de gagnant de premier rang lors du premier tirage du loto n° 677 du mercredi 18 décembre 1996, sont affectées, en application de l'article 12.4 du règlement du loto, aux gains de premier rang du deuxième tirage du loto n° 679 du mercredi 25 décembre 1996. Pour autant que de besoin, il sera prélevé sur le fonds de réserve en application de l'article 13.2 du règlement du loto, par tranches de 18.181.818 CFP, le complément nécessaire au versement, à l'ensemble des gagnants de premier rang de ce tirage, d'un gain total minimum de 909.090.909 CFP net du prélèvement légal.

Dans l'hypothèse où aucun joueur de ce tirage n'aurait misé sur l'ensemble de numéros gagnants au premier rang, les dispositions de l'article 12.4 du règlement du loto seront appliquées à la somme affectée à ce rang telle qu'elle est déterminée au paragraphe précédent.

*Le président-directeur général
de la Française des jeux,
Bertrand de GALLE.*

*Le président
de la Pacifique des jeux,
Bertrand de GALLE.*

AVIS RELATIF AU 2^e TIRAGE DU LOTO N° 680 DU SAMEDI 28 DECEMBRE 1996

Pour autant que de besoin, il sera prélevé sur le fonds de réserve en application de l'article 13.2 du règlement du loto, par tranches de 18.181.818 CFP, le complément nécessaire au versement, à l'ensemble des gagnants de premier rang du deuxième tirage du loto n° 680 du samedi 28 décembre 1996, d'un gain total minimum de 909.090.909 CFP net du prélèvement légal.

Dans l'hypothèse où aucun joueur de ce tirage n'aurait misé sur l'ensemble de numéros gagnants au premier rang, les dispositions de l'article 12.4 du règlement du loto seront appliquées à la somme affectée à ce rang telle qu'elle est déterminée au paragraphe précédent.

*Le président-directeur général
de la Française des jeux,
Bertrand de GALLE.*

*Le président
de la Pacifique des jeux,
Bertrand de GALLE.*

LOTO NATIONAL N° 77

Premier tirage du mercredi 18 décembre 1996 :

5 16 17 19 27 32

Numéro complémentaire : 37

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	0	—
5 bons numéros et numéro complémentaire....	4	3.433.000
5 bons numéros.....	359	134.909
4 bons numéros.....	24.982	2.472
3 bons numéros.....	482.324	254

Deuxième tirage du mercredi 18 décembre 1996 :

3 6 36 42 44 46

Numéro complémentaire : 15

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	1	301.479.545
5 bons numéros et numéro complémentaire....	1	13.158.454
5 bons numéros.....	243	197.181
4 bons numéros.....	18.365	3.381
3 bons numéros.....	416.529	290

LOTO NATIONAL N° 78

Premier tirage du samedi 21 décembre 1996 :

11 23 30 33 42 45

Numéro complémentaire : 43

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	4	38.644.727
5 bons numéros et numéro complémentaire....	4	3.593.090
5 bons numéros.....	378	134.272
4 bons numéros.....	19.910	3.272
3 bons numéros.....	413.927	309

Deuxième tirage du samedi 21 décembre 1996 :

3 7 8 13 15 26

Numéro complémentaire : 49

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	6	53.040.636
5 bons numéros et numéro complémentaire....	35	426.454
5 bons numéros.....	1.230	41.909
4 bons numéros.....	54.108	1.200
3 bons numéros.....	774.510	163

EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

(Liste non limitative)

AFFICHE "Accident du travail"

Prix : 150 francs

AFFICHE "Défense de consommer"

Prix : 150 francs

AFFICHE "Loi sur l'ivresse"

Prix : 230 francs

BUDGET DU TERRITOIRE — Année 1996

Prix : 1.990 francs

COLLECTIONS RELIEES**JOURNAL OFFICIEL de la Polynésie française**

Années : 1990 - 1991 - 1992

(Quantité limitée)

Prix : 21.860 francs les 2 tomes

CARTE DES COMMUNES

Prix : 680 francs

CODE DE LA MER

Prix : 760 francs

**CODE DE PROCEDURE CIVILE
DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

Prix : 1.490 francs

CODE DU TRAVAIL

(J.O.P.F. n° 3 NS du 22 février 1991)

Prix broché : 1.500 francs

CODE DE L'AMENAGEMENT

Edition 1996

Prix : 2.950 francs

**CONVENTION COLLECTIVE
DES AGENTS NON FONCTIONNAIRES
DE L'ADMINISTRATION DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

Réédition 1989

Prix : 770 francs

**PROCES-VERBAL TYPE DES ELECTIONS
DES DELEGUES DU PERSONNEL**

Prix : 120 francs

**PROCES-VERBAL TYPE DES ELECTIONS
DES MEMBRES DU COMITE D'ENTREPRISE**

Prix : 120 francs

**REGLEMENTATION DES LOYERS
DES LOCAUX A USAGE D'HABITATION**

Prix : 690 francs

**TEXTES RELATIFS A L'INTEGRATION
DANS LA FONCTION PUBLIQUE METROPOLITAINE
(Corps de l'Etat pour l'administration
de la Polynésie française)**

Prix : 380 francs

TABLES ANALYTIQUE ET CHRONOLOGIQUE

Année 1993

Prix : 1.290 francs

TABLES ANALYTIQUE ET CHRONOLOGIQUE

Année 1994

Prix : 1.565 francs

TABLES ANALYTIQUE ET CHRONOLOGIQUE

Année 1995

Prix : 1.930 francs

VIENT DE PARAÎTRE

- Code pénal (J.O.P.F. n° 8 N.S. du 2 août 1996)	360 FCP
- Code de procédure pénale (J.O.P.F. n° 9 N.S. du 16 août 1996)	670 FCP
- Code des impôts directs (mise à jour au 1er janvier 1996)	2.450 FCP
- Statut de la Fonction Publique de la Polynésie française (prix broché)	2.250 FCP
- Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique applicable à la Polynésie française	1.290 FCP

Sont également disponibles :

- Code de procédure civile de la Polynésie française (édition 93)	1.490 FCP
- Code du travail (J.O.P.F. n° 3 N.S. du 22 février 1991) - broché	1.500 FCP
- Nomenclature douanière (sans classeur)	5.750 FCP
Modificatifs depuis l'édition 1991 également disponibles (la feuille)	50 FCP
- Répertoire chronologique des actes promulgués de 1842 à 1993	2.860 FCP
- Répertoire chronologique des textes publiés à titre d'information de 1882 à 1993	910 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1995)	1.930 FCP

Consulter l'Imprimerie Officielle pour les autres ouvrages

43, rue des Pollus-Tahitiens — B.P. 117, Papeete — Tél. : 42.50.67 - Fax : 42.52.61

Lundi à Jeudi : 7 h à 15 h et Vendredi : 7 h à 14 h

TARIFS

des Abonnements, Insertions (annonces et avis) de l'Imprimerie Officielle
(en francs Pacifique)

I - ABONNEMENTS - INSERTIONS

	Polynésie française	Nouvelle- Calédonie	France	Hawaii	U.S.A.	Nouvelle- Zélande	Europe Allemagne
		Voie aérienne					
Numéro	190*	265	325	315	345	335	420
Abonnement 6 mois	3.865	5.935	7.880	7.530	8.505	8.255	10.495
Abonnement 1 an	7.015	10.785	14.225	13.680	15.465	14.660	19.080

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires, commerciales, diverses :

- la ligne	250 F
- les mêmes renouvelées	105 F

Publications des associations sportives, syndicales, coopératives, etc. :

- la ligne	180 F
------------------	-------

* Frais d'expédition non inclus pour les îles.